

N°5
FÉV.

2011

REVUE
THÉORIQUE
MENSUELLE
DU PCF

P.23 NOTES

TRANSPORT

Par GÉRARD MAZET

P.34 COMMUNISME
EN QUESTION

RÉVOLUTION
ET RÉPUBLIQUE :
LES DEUX VISAGES
DU SUBLIME

Par THOMAS MAURICE

P.36 SCIENCES

LA RECHERCHE
A BESOIN DE TEMPS
ET DE LIBERTÉ

Par BRUNO CHAUDRET

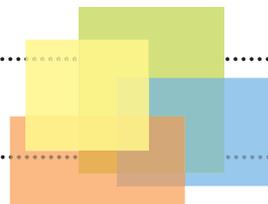


LA REVUE DU
PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

LA GAUCHE DE L'AVENIR ?

80 THÈSES POUR REMETTRE
LA GAUCHE SUR LE BON PIED



À PARAÎTRE EN MARS 2011

Un numéro spécial de la *Revue du Projet* reviendra sur la Rencontre nationale « pour un projet populaire et partagé » des 26, 27 et 28 novembre 2010

AU SOMMAIRE DU N° SPÉCIAL :

QUE CHERCHE LA SOCIÉTÉ ?

- Que disent les mouvements sociaux, le mouvement des retraites ? **Jean-Christophe Le Duigou**, syndicaliste

- Que dit la crise ? **Henri Sterdyniak**, directeur du Département économie de la mondialisation de l'OFCE

- La « participation » des citoyens à l'exercice des pouvoirs : apport essentiel ou divertissement ? **Catherine Peyge**, maire de Bobigny

- Une enquête de la fondation Gabriel Péri : « Inquiétudes, dynamiques idéologiques, attitudes politiques, quoi de neuf en 2010 ? » **Michel Maso**, directeur de la fondation Gabriel Péri

- Qu'allons-nous faire de notre vie ? **Patrick Viveret**, philosophe, président de l'observatoire de la décision publique

PEUT-ON CHANGER LA FRANCE DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI ?

- Une politique de gauche est-elle possible à partir des réalités de l'Europe et du monde d'aujourd'hui ?

Francis Wurtz, député européen honoraire

- Quels horizons pour les activités humaines au-delà de la domination des marchés financiers ? **Paul Boccara**, économiste

- Egalité des droits, progrès social et enjeux écologiques sont-ils des objectifs compatibles ? **Yveline Nicolas**, association *truc*

- Jeunesse : la société en perspective ? **Joëlle Bordet**, psychosociologue

COMMENT CONSTRUIRE LE CHANGEMENT POUR DYNAMISER LA SOCIÉTÉ ?

- Comment aller vers une mobilisation populaire pour le changement ? **Maryse Dumas**, syndicaliste

- La peur ou la liberté : ne faut-il pas choisir ? **Michella Marzano**, professeur de philosophie à l'Université Paris Descartes

- Partage des savoirs, la culture pour tous : utopies ou nécessités ? **Denis Paget**, chargé de recherche à l'Institut de recherche de la FSU

- Comment démocratiser la République ? **Patrice Cohen Seat**, président d'Espaces Marx

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DE CETTE RENCONTRE POUR ALLER PLUS LOIN ?

- **Christiane Marty**, membre du Conseil scientifique d'Attac. **Roland Gori**, initiateur de l'appel des appels

- Conclusion de **Pierre Laurent**, secrétaire national du Parti communiste français

2

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

6 ▶ 20 LE DOSSIER

80 THÈSES POUR REMETTRE LA GAUCHE SUR LE BON PIED

Jacques Julliard

Vingt thèses pour repartir du pied gauche
Alain Obadia

Être en résonance avec les exigences populaires

Aurélie Trouvé

L'altermondialisme, vecteur d'une nouvelle gauche

Patrice Cohen-Séat

Quatorze thèses pour détoner

Isabelle Lorand

Marcher sur ses deux jambes

Jean-Pierre Kahane

Vingt-cinq points d'interrogation

Gustave Massiah

Les douze hypothèses d'une stratégie altermondialiste

21 SYNTHÈSE

Marine Roussillon et José Tovar : Le projet communiste pour l'école

22 COMBAT D'IDÉES

Gérard Sreiff : La pensée noire ou les mutations du front national

SONDAGES : Recul du libéralisme et confusion politique

25 ▶ 29 NOTES DE SECTEURS

TRANSPORT

Gérard Mazet Des forces pour faire bouger les lignes

OUTRE-MER

Jean-Louis Le Moing Les défis à relever

AGRICULTURE

Xavier Compain Le torchon brûle

QUARTIERS POPULAIRES

Eliane Assassi L'échec des politiques de la ville

30 REVUE DES MÉDIAS

Alain Vermeersch, Les passerelles UMP-FN

32 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

Stéphane Hessel *Indignez-vous !*

Albert Mathiez *La réaction thermidorienne*

Ouvrage collectif *Refonder l'université*

34 COMMUNISME EN QUESTION

Thomas Maurice Révolution et République : les deux visages du sublime en politique

36 SCIENCES

Bruno Chaudret La recherche a besoin de temps et de liberté

38 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS



THÈSONS L'AVENIR

Je thèse, tu thèses, nous thèsons... ce mois-ci, la *Revue du Projet* a fait un essai. Chacun, chacune jugera du résultat, discutons le principe.

Nous avons demandé à plusieurs personnalités de se livrer au même exercice que Jacques Julliard dans *Libération* qui a publié une tribune retentissante intitulée « Vingt thèses pour repartir du pied gauche ».

Quoi-que l'on pense du personnage et de sa longue vie d'éditorialiste politique, saluons l'effort. Jacques Julliard a appuyé là où cela fait mal, c'est-à-dire dans la capacité des forces politiques de gauche de présenter une vision synthétique des grands enjeux de l'avenir.

Ce texte est aussi un symptôme. Pour cet homme qui a durant des décennies incarné la deuxième gauche, son texte est un renversement considérable. Sa vision est sans appel : la maîtrise sociale des marchés financiers et des banques est au cœur de toute tentative de la gauche pour transformer la situation existante.

Rien de nouveau me direz-vous ? Et bien je crois que si ! Force est de constater qu'une partie des sociaux-démocrates et parfois même une partie du patronat sont arrivés à la même conclusion que nous s'agissant de l'impasse de la domination des marchés financiers sur tous les secteurs de la vie humaine. L'idéologie dominante est en crise.

De ces remarques, il faut tirer une conclusion. Et au risque de me répéter, cette conclusion est que le cœur de notre combat présent est le débat de solutions.

Permettez moi une citation classique de Karl Marx dans le 18

brumaire de Louis Bonaparte. Karl Marx fait remarquer que dans les crises viennent comme un éternel retour les citations, le rappel du passé, les tirades pontifiantes, les tribuns assurés, que sais-je encore ?

Appliquée à notre problème présent, le Projet, cette citation a une conséquence : nous ne tirerons du passé aucune recette toute prête. Aujourd'hui comme hier, seule l'intelligence critique et la raison permet de construire.

Le problème est à la fois le grand retour de la puissance publique au nom de l'intérêt du grand nombre et d'être convaincant sur la possibilité que ce retour ne s'accompagne pas d'un étatisme hors d'âge.

En clair, c'est au nom de l'avenir, que nous devons nous poser cette question dont vous me pardonnez la simplicité de formulation : « voulons-nous réellement créer une société qui marche ? ». Au modèle de direction de l'économie par les groupes financiers, il faut opposer un nouveau modèle. Et à mon avis il faut chercher dans le sens d'un rapport nouveau entre un grand secteur public, démocratique, et d'un secteur privé dont la maîtrise sociale sera pour une part essentielle à rechercher dans la démocratisation des outils bancaires et financiers.

Evidemment c'est compliqué. Il est plus facile de déléguer à un « comité du plan » tous les choix futurs plutôt que de se poser la question : « comment transformer les forces considérables de la concurrence économique en force de coopération ? »

Dans cette dernière question réside un problème majeur. Dans l'expression compliquée de « **dépassement du capitalisme** », il y a cette idée que nous recher-

chons non pas "l'abolition-replacement" par un système venu d'ailleurs mais la libération des forces et des acquis les plus positifs du système actuel.

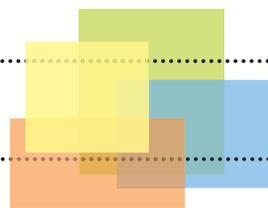
Revenons à nos moutons. Ce petit développement avait un seul but : je pense que notre courant politique, le communisme, la gauche critique peut aspirer légitimement aux principales responsabilités. Quand ? Nous verrons bien. Mais dans ce grand pays capitaliste qu'est la France, nous ne parviendrons aux principales responsabilités que si nous sommes capables d'entraîner de larges parties du peuple, des travailleurs intellectuels et d'une partie de l'encadrement des principales entreprises.

Or cet objectif a une conséquence : le devoir de présenter des propositions et un projet REALISTE non pas au sens d'un recul sur notre ambition mais au sens de l'efficacité réelle de ce que nous proposons à notre pays. L'Assurance maladie est une illustration parfaite de ce propos. C'est une institution, avec des défauts certes, mais non-étatisé et qui coûte aujourd'hui moins cher que la santé privée à service égal.

RÉALISTE, c'est-à-dire attaché à dépasser les contradictions du système actuel pour libérer les forces existantes et en créer de nouvelles.

RÉALISTES, c'est-à-dire conscients qu'un jour nous aurons à présider au destin de notre pays et donc que chacun de nos actes et de nos paroles doit être marqué par le sentiment aigu de notre responsabilité.

RÉALISTE, c'est-à-dire conscient que la crise actuelle, dans toutes ses dimensions, a remis sur scène l'idée même de Révolution. ■

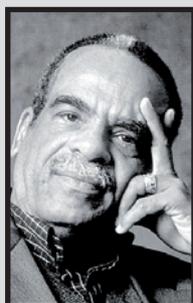


Nous vous proposons de lire ce mois-ci dans la rubrique Forum des lecteurs les points de vue des communistes parisiens sur le contenu et les aspects plus formels de la *Revue du Projet*. Ils et elles ont répondu soit par mail soit en participant à une rencontre, trop rapide, mais fort instructive. Je les remercie pour toute l'équipe de la *Revue du Projet*.

CÉCILE JACQUET

ÉDOUARD GLISSANT, l'homme qui a ouvert la porte au Tout-Monde est mort.

Poète et philosophe, il savait lire le monde dans ce qu'il portait de meilleur. Édouard Glissant voulait en développer une nouvelle conception qui, à l'opposé de la mondialisation économique, s'appuierait sur ce qu'il nommait la « *mondialité* ».



Édouard Glissant n'était pas homme à se retrancher. Il descendait dans l'arène en donnant son point de vue poétique et politique sur les événements qui le marquaient. Ainsi, il avait récemment créé l'Institut du Tout-Monde pour, « *à l'écoute des mélodies du monde, favoriser la pratique culturelle et sociale des créolisations et la connaissance de l'imaginaire des peuples dans leur diversité* ». Avec Patrick Chamoiseau, son ami, il a publié et fait circuler un texte marquant, mettant en évidence le recul de civilisation que signifiait la mise en place, par Nicolas Sarkozy, du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement. Édouard Glissant était un homme d'action qui mettait en partage avec le peuple ses mots, ses idées, sa poésie.

Je me rappelle avec émotion sa conférence lors de notre Université d'été, en août 2008, et l'échange chaleureux qui lui a succédé ; c'était un homme du partage et de la relation. Ma tristesse, ainsi que celle des communistes est immense ce matin. Son décès laisse de très nombreuses personnes un peu seules face à « *l'intraitable beauté du monde* ». Je pense à Sylvie Glissant, son épouse, à ses enfants, à ses innombrables amis et je leur adresse mes sincères et affectueuses condoléances. ■

PIERRE LAURENT, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

Comment faire pour la recevoir ? Je préfère la version électronique pour des raisons économiques et écologiques. Y'a t-il une rubrique logement ? Je m'intéresse à la loi DALO, son fonctionnement, ses dysfonctionnements, sa jurisprudence et sa géographie, je peux écrire des articles sur le sujet. ■

ISABELLE N.

« Faire un peu de place si possible aux questions de culture ». ■

EUGÉNIE D.

Robert J. souligne la belle initiative et trouve que la revue « est bien nourrissante ». Elle permet de nourrir la réflexion, de voir les coups de freins ou ce qui manque encore dans la réflexion, notamment sur le dossier de l'école (culture et éducation, donner le goût d'apprendre, pas de matières annexes ...). Elle est utile pour l'activité puisqu'elle permet de mieux discuter avec d'autres, notamment dans les ateliers, sur diverses questions. Une critique de fond en l'état des choses lui paraît difficile. « Je suis obligé de l'imprimer, je ne le fais que pour la partie dossier car sinon cela consomme trop de papier mais je préférerais une version papier pour pouvoir la lire et travailler dessus plus facilement. Je pense que question maquette, un espace pour les notes personnelles des communistes en face des articles du dossier manque pour un travail sérieux. Internet est certainement le plus rapide et le plus accessible en terme de diffusion mais le papier permet une meilleure acquisition intellectuelle de la richesse de la revue. » ■

Pour Vincent B., la forme numérique lui convient bien, il faudrait peut-être grossir la police d'un point, les thèmes et rubriques font un peu fouillis, l'appel à des contributeurs et contributrices me paraît bien fait et apporte vraiment quelque chose. J'utilise souvent la revue en section pour nourrir les débats qui y sont organisés. Elle est dynamique, peut-être renforcer les aspects d'actualité... ■

Ce qui manque, à mon avis, est une vision globale de ce qu'est la société dans laquelle on veut vivre, quelle éthique la traverse, quels concepts sont partagés entre les citoyens qui fondent une société. De fait, en restant dans ce qui est immédiatement perceptible, on manque ce qui est notre visée au profit de ce qui pourrait être une stratégie de court terme. Cette visée est d'autant plus importante qu'elle crée notre identité communiste mais aussi est ce qui doit impérativement guider les élus et permettre la cohérence des orientations du parti et de celles des élus...ce qui n'est pas toujours le cas. Bref, une liste à la Prévert de revendications ne fait pas un programme politique et surtout crée la confusion entre notre perception du monde et celle d'autres partis qui peuvent avoir des revendications de forme identique. ■

PHILIPPE M.

Cette revue gagne à être connue et donc à avoir un format papier rapidement. Il est important, en effet, de signaler que tous les camarades n'ont pas Internet et que parmi ceux qui l'ont, très peu sont prêts à lire 30 pages sur l'écran. En même temps, c'est normal, c'est pas fait pour. ■

ADRIEN T.

Un camarade du 19^e **JEAN-PIERRE J.** lit régulièrement la revue et l'apprécie. Dans le cadre d'un des ateliers de réflexion sur le programme partagé, mis en place dans le 19^e, il a utilisé la revue et principalement une note sur la politique industrielle créatrice d'emplois. ■

Pour **GÉRARD P.**, c'est un bon outil, qui ne permet pas encore l'échange entre tous les communistes, ne serait-ce pas illusoire de le croire d'ailleurs, mais c'est certain, les communistes déjà investis sur une question particulière s'en emparent pour travailler sans difficulté. Comment la synthèse des différents points de vue peut-elle conduire à un enrichissement du Projet communiste ? Un thème ne pourrait-il pas devenir transversal à plusieurs collectifs de travail ? ■

J'en profite pour vous féliciter pour cette revue et notamment les pages consacrées aux critiques. Je transmets là les réactions unanimes des camarades de ma section (PCF 12^e) : cette revue est vraiment une excellente chose mais elle ne peut atteindre son but qu'à condition d'être imprimée sur papier. Cela permettrait d'en avoir dans les sections, de les prêter à des camarades et des sympathisants, de les utiliser pour nos discussions, nos formations, de les apporter dans des réunions publiques, etc. Ce n'est pas, il me semble, un luxe ou une étape suivante : l'impression papier est un élément constitutif de l'objectif que se donne cette revue. J'espère vivement que vous prendrez en compte cet aspect qui devrait être notre priorité pour les prochains numéros. ■

STÉPHANIE L.

Il ne me semble avoir lu aucun numéro de cette "Revue du Projet" Je n'ai aucune idée de sa raison d'être, ni des motivations de ses rédacteurs, sachant que l'accès au site ne présente strictement aucune information sur mon écran. ■

CJD

Pages réalisées par **CÉCILE JACQUET**

VINGT THÈSES POUR REPARTIR DU PIED GAUCHE

Le 18 janvier 2010 paraissait dans *Libération* cet article détonant.

PAR **JACQUES JULLIARD***

La gauche se cherche. Aux certitudes d'hier et au désarroi d'aujourd'hui, se substitue l'envie de regagner une véritable crédibilité.

Jacques Julliard s'est essayé à cet exercice.

Nous avons demandé à d'autres personnalités d'apporter leur pierre à l'édifice : **Alain Obadia, Aurélie Trouvé, Patrice Cohen-Séat, Isabelle Lorand, Jean-Pierre Kahane et Gustave Massiah.**

1 • Nous vivons un nouvel âge du capitalisme. Après l'ère des managers, voici venue celle des actionnaires. Les détenteurs du capital, longtemps silencieux, ont mis au pas les gestionnaires, qui s'appuyaient sur leur expertise technique. Les seconds pouvaient avoir le sens de l'intérêt général ; ils s'accommodaient de certaines formes de régulation et négociaient avec les syndicats la répartition de la plus-value. Les actionnaires, au contraire, se désintéressent de l'objet même de leur investissement ; ils réclament des profits immédiats et énormes, jusqu'à 15% du capital investi. C'est pourquoi ce nouveau capitalisme consacre le triomphe de l'hyperlibéralisme. Il est de nature essentiellement financière et bancaire, le plus souvent déconnecté de l'économie réelle. Il est donc avant tout spéculatif. Il est à l'origine de la crise mondiale que nous traversons.

2 • Ainsi le nouveau capitalisme a choisi de ressusciter son pouvoir de classe dans sa nudité. Il s'est installé à la faveur de l'effondrement des régimes communistes. Sans concurrence ni contestation, il a pu imposer ses exigences sans en craindre des conséquences politiques et sociales. Il a multiplié les licenciements spéculatifs, les délocalisations, sans redouter les réactions exclusivement défensives de la classe ouvrière. Il a éliminé toute concertation globale, tant avec l'Etat qu'avec les syndicats. Dans le domaine bancaire, il s'est lancé dans une fuite en avant sans précédent, multipliant les spéculations risquées et inventant des produits financiers dérivés sans contrepartie économique réelle. Sans égard pour les situations sociales souvent dramatiques qu'il suscitait, il a fait sauter le vernis de civilisation qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, recouvrait le capitalisme évolué.

3 • C'est à la faveur de la mondialisation de l'économie qu'un grand coup de force intellectuel et social a pu être

exécuté sans coup férir. Le capitalisme financier a su tirer parti de l'ouverture des marchés émergents, mettre en concurrence les travailleurs à l'échelle internationale pour faire pression sur les salaires. Il s'est imposé comme la seule hyperpuissance à l'échelle planétaire, au détriment des Etats.

4 • La déréglementation de la production, des marchés et des services, dont Ronald Reagan, Margaret Thatcher et George W. Bush ont été les agents les plus actifs, n'a pas tardé à produire ses effets néfastes, rendus visibles par la crise financière commencée en 2008. En dépit des vœux de l'opinion publique, des experts et d'une partie de la classe politique, le néo-capitalisme continue de s'opposer victorieusement à tout retour de la réglementation. Les G7, G8, G20 en ont été pour leur frais. Jamais la domination du secteur financier sur le secteur industriel, et du secteur économique sur le secteur politique et diplomatique, ne s'était affirmée avec une telle arrogance, malgré le discrédit des acteurs.

5 • Dans les grands pays industriels, la financiarisation de l'économie s'est accompagnée d'une désindustrialisation délibérée et de la destruction d'emplois par millions. Désormais, le plein-emploi n'est plus recherché comme un objet de l'activité économique ; le chômage est devenu structurel ; le néo-capitalisme s'est reconstitué une armée industrielle de réserve.

6 • Le néo-capitalisme a retrouvé ses instincts prédateurs longtemps endormis dans la recherche de la paix sociale. Les dirigeants des grandes entreprises partagent désormais la mentalité des actionnaires. Il s'agit pour eux de se vendre le plus cher possible et d'accumuler en quelques années, parfois en quelques mois, des fortunes colossales. La rémunération des dirigeants, longtemps marginale dans le chiffre d'affaire des entreprises, est devenue un poste considérable. L'explosion des bonus, parachutes, primes, indemnités de

toutes sortes a décuplé en une vingtaine d'années. Le continuum des rémunérations a fait place à une société de corps séparés et de privilèges, telle qu'elle existait en France à la fin de l'Ancien Régime.

7 • Privés de toute perspective d'avenir, de tout projet positif, les syndicats se sont repliés sur une posture purement défensive de préservation de l'emploi et des rémunérations. Les grandes entreprises ont éliminé toute concertation globale et, dans le meilleur des cas, regardent les syndicats comme des auxiliaires utiles dans le maintien de l'ordre social. En perte de vitesse auprès de leurs adhérents, ceux-ci se trouvent marginalisés dans le nouvel ordre économique. Nous vivons un véritable réensauvagement des rapports sociaux.

8 • L'Europe, qui, à cause des positions de ses deux nations de tête, l'Allemagne et la France, aurait dû jouer un rôle de contrepoids aux tendances hyperlibérales du capitalisme anglo-saxon, a failli complètement, au chapitre économique comme au chapitre politique. Conduite par des politiciens médiocres et sans vision, elle s'est faite l'instrument docile des tendances les plus dérégulatrices du capitalisme international. Cette véritable forfaiture explique le discrédit qui la frappe dans les classes populaires de tous les pays membres.

9 • A l'échelon politique national, la deuxième gauche, qui s'était donné pour mission la modernisation économique et culturelle de la France, grâce à la participation de la société civile à la décision politique, représente une voie désormais dépassée. Elle reposait sur la notion de compromis social, c'est-à-dire la négociation entre les principaux partenaires économiques. Cette voie contractuelle a été délibérément bafouée par le néo-capitalisme qui, assuré de la victoire, a préféré l'affrontement. C'est la fin de l'idéal d'une société policée, soucieuse d'affermir le lien social. Quelques-uns des membres les plus éminents de la deuxième gauche se sont fait les auxiliaires du pouvoir sarkozien : c'est dire l'étendue de leur renoncement et de leur faillite.

10 • Le risque actuel, c'est un nouveau populisme. Le prolongement de la crise, désormais probable, notamment sous la forme du chômage, crée un trouble

politique profond. A la différence de celle de 1929, où la faillite du libéralisme conduisait la droite à envisager des solutions fascistes et la gauche des solutions communistes, le monde politique est aujourd'hui muet. Il en va de même des intellectuels chez qui les droits de l'homme et l'écologie constituent des religions substitutives de salut. L'absence de solution politique favorise le développement de dérives psychologiques : l'envie, la haine de l'autre, le culte du chef, la recherche du bouc émissaire, le culte de l'opinion publique à l'état brut représentent autant de succédanés au vide politique béant de la période.

11 • Les droits de l'homme ne sont pas une politique. Ils sont un problème ; non une solution. Ils sont une exigence nouvelle de la conscience internationale ; mais ils tardent à se concrétiser dans un mouvement politique cohérent. D'autant plus que l'alliance traditionnelle entre le libéralisme économique et le libéralisme politique est en train de délirer. La Chine donne l'exemple inédit d'un grand marché libéral gouverné par une dictature politique intransigeante. La bataille pour les droits de l'homme est de tous les instants ; mais elle a besoin de s'inventer dans une politique internationale nouvelle.

12 • L'écologie n'est pas une politique. Pour le système industriel, la défense de l'environnement n'est pas à l'échelle macroéconomique une solution à la crise et au chômage, mais une contrainte supplémentaire. Pas plus que l'informatique hier, elle ne saurait répondre aux problèmes posés par la financiarisation de l'économie et l'absence de régulation à l'échelle internationale. Elle tend à rendre plus coûteuse et plus difficile la relance économique nécessaire pour donner du pain et du travail aux habitants de la planète. L'écologie demeure bien entendu une préoccupation nécessaire ; une ardente obligation économique et sociale, non le prétexte à des opérations politiciennes.

13 • La révolution n'est pas une politique. Aussi longtemps que le socialisme centralisé n'aura pas apporté la preuve qu'il pouvait changer le modèle de développement sans attenter aux libertés civiques, il restera inacceptable, et du reste inaccepté par les citoyens. Le piétinement des partis révolutionnaires, inca-

pables de trouver une base de masse dans les milieux populaires, en fait l'expression de la mauvaise conscience, voire de la conscience mystifiée des nouvelles classes moyennes. Ils sont l'une des formes principales, insuffisamment soulignées, de la démobilitation de l'électorat de gauche. Face au néo-capitalisme, le gauchisme ancien n'a strictement rien à dire.

14 • Pour autant, l'antisarkozysme ne saurait être une solution. Le sarkozysme est un étrange corps mou et caoutchouteux. Elu sur une campagne hyperlibérale, Nicolas Sarkozy s'est retrouvé sur des positions dirigistes deux ans plus tard. Favorable à un rapprochement avec l'Angleterre, il a fini comme ses prédécesseurs par privilégier l'alliance avec l'Allemagne. « Américain » au temps de George W. Bush, il a fini par incarner les vellétés de résistance européenne à l'hégémonie américaine. Son évolution actuelle, qui n'est pas sans rappeler le bonapartisme de Napoléon III, en fait une silhouette mouvante et une cible illusoire.

15 • L'alliance exclusive avec le centre ne saurait être une solution. Le programme d'un regroupement centriste ne serait guère différent des pratiques politiques de Nicolas Sarkozy depuis le déclenchement de la crise économique : ce serait celui de l'aile éclairée du néo-capitalisme, sans influence sur le cours des événements. Sa base sociale se révélerait vite des plus étroites. Sa cohérence ne résisterait pas à l'exercice du pouvoir. Pour autant, l'évolution d'une grande partie de l'électorat centriste doit être prise en compte. Pour des raisons politiques, sociales, mais aussi culturelles, il est en train de se détacher du principe jusqu'ici immuable de l'alliance à droite.

16 • Pour les mêmes raisons, la gauche ne saurait être représentée, lors de l'élection présidentielle, par un représentant de l'establishment financier. L'élection d'un tel candidat, incapable d'établir un rapport de forces avec les représentants du milieu dont il serait issu, conduirait aux mêmes impasses et aux mêmes désillusions que l'alliance centriste. Le candidat de la gauche doit être porteur d'une solution alternative.

17 • L'avenir est à un grand rassemblement populaire, ouvert à toutes les forces hostiles au néo-capitalisme, du

centrisme à l'extrême gauche, décidé à installer un nouveau rapport de forces au sein de la société. Au fur et à mesure que la crise développera ses effets, la nécessité d'un tel rassemblement s'imposera davantage. Elle ne pourra se réaliser uniquement à partir de combinaisons d'appareils ; c'est la société qui doit l'imposer à ceux-ci. La nature de ce rassemblement sera évidemment d'essence réformiste et se pensera au sein de l'économie de marché. L'avenir est à une social-démocratie de combat.

18 ● Le facteur déclenchant pourrait être la constitution d'un bloc syndical, doté d'un programme d'urgence, dont la CGT et la CFDT doivent prendre l'initiative. Les clivages syndicaux actuels sont des héritages de la guerre froide, que seule la tendance des appareils à se reproduire à l'identique continue d'imposer. A défaut d'une unité organique qui est l'objectif à moyen terme, un pacte d'unité d'action s'impose. Il ne devrait pas se limiter à des objectifs purement défensifs, mais ambitionner, comme à la Libération, une réforme en profondeur des structures financières et économiques du pays. Ce nouveau bloc devra envisager la coordination de son action à l'échelle internationale, et d'abord européenne.

19 ● Le premier objectif du rassemblement populaire doit être la maîtrise du crédit, au moyen de la nationalisation, au moins partielle, du système bancaire, qui est à la source de la crise actuelle. Telles qu'elles fonctionnent actuellement, la plupart des banques ont déserté leur mission essentielle, à savoir la collecte des capitaux au service de l'expansion économique, au profit d'activités purement spéculatives et nuisibles. Le but de la nationalisation est de ramener le système bancaire à sa fonction productive.

20 ● La destruction de toute forme de planification indicative et de toute politique industrielle, en un mot de toute espèce de régulation, est l'une des causes principales des dérives que nous connaissons aujourd'hui. La nécessité de rétablir une régulation économique respectueuse du marché est aujourd'hui comprise de tous. Seuls manquent pour le moment la volonté politique et les moyens de l'exercer. Il appartient à un rassemblement démocratique de les faire apparaître. ■

*Jacques Julliard est historien et journaliste

ÊTRE EN RÉSONNANCE AVEC LES EXIGENCES POPULAIRES

La crise que nous vivons n'est pas une calamité tombée du ciel. Elle est la conséquence de décisions politiques des Etats capitalistes les plus puissants depuis la fin des années 70. Libre circulation des capitaux, OMC, triomphe des thèses monétaristes, privatisation des services publics, dérégulation des économies et des échanges internationaux au profit des multinationales et des groupes financiers, réduction des politiques publiques à l'impuissance. Les peuples en payent aujourd'hui chèrement le prix.

PAR ALAIN OBADIA*

La crise ne trouve pas ses racines dans la seule sphère financière. Elle est une **crise systémique**.

La recherche du taux de profit maximum représente l'alpha et l'oméga des décisions essentielles. C'est la caractéristique même du capitalisme. C'est vrai, bien sûr dans la finance mais c'est vrai aussi dans le quotidien de la gestion des entreprises avec les conséquences que l'on connaît sur l'exploitation des salariés de tous les secteurs et sur l'étranglement des PME par les donneurs d'ordre et/ou par les banques.

Mais la crise dépasse de loin l'économie. Elle est une **crise de civilisation** et frappe de multiples domaines.

C'est une **crise de la gouvernance mondiale**, les mécanismes de coopération entre les peuples ayant été systématiquement affaiblis ou démantelés. C'est le triomphe de la mise en concurrence généralisée des travailleurs à l'échelle de la planète, de la course au moins disant social. C'est la lutte à couteaux tirés pour s'assurer, parfois par la guerre, la maîtrise des matières premières et des sources d'énergie. **C'est la logique prédatrice du capital qui ravage l'écosystème.**

En France, comme dans de nombreux pays l'avenir apparaît bouché pour la majorité du peuple et notamment pour la jeunesse, le chômage massif et la précarité galopante font des ravages. Cela engendre une **crise profonde de la politique et de la démocratie représentative**. C'est également une **crise des valeurs** dans une époque où tout est subordonné à l'argent prédateur : le travail, l'éducation, la santé, la recherche, la culture, les services publics. L'idéologie dominante tente d'imposer une vision du chacun pour soi selon laquelle les solidarités, les

approches collectives n'ont plus lieu d'être. Sous divers angles, on nous répète que le progrès n'est plus de saison, on veut en finir avec la notion même de progrès humain.

Dans ce contexte, **la construction européenne**, pourtant si nécessaire, **vit une crise existentielle** tant les institutions et les politiques de l'Union sont incapables de répondre aux défis de l'époque tant elles sont façonnées pour tenir les peuples à l'écart et tant elles sont orientées vers les désidérata du capital. Ainsi, **le capitalisme confirme son incapacité à répondre aux grands défis posés à l'humanité dans une logique favorable aux peuples.**

Même son aptitude à développer des forces productives est distordue par la dictature du profit. On le voit par exemple dans le domaine de la recherche scientifique et de ses avancées.

Edifier un nouvel âge du développement humain sur toute la planète, telle est la responsabilité historique que doit assumer l'humanité. Dans cette perspective il est indispensable de s'appuyer sur la nouvelle donne que constitue l'essor et le dynamisme des pays émergents tout en initiant un nouveau mode de gestion des ressources sur une base durable, solidaire, fondée sur la coopération.

Ce nouveau mode de développement implique de **prendre la mesure des révolutions qui sont à l'œuvre et de déterminer les politiques aptes à y répondre.**

- **révolution démographique** avec les avancées rapides de la médecine,
- **révolution informationnelle** qui transforme fondamentalement l'acquisition des savoirs, bouleverse le travail et les modes de vie tout en étant porteuse d'une logique de partage ouvrant des horizons fondamentalement neufs,
- **révolution écologique** car il faut assurer une gestion rationnelle des matières

premières, de l'énergie, prendre les mesures nécessaires face au réchauffement climatique, sauvegarder la biodiversité,

• **révolution citoyenne** car les décisions à prendre face à ces défis sont trop importantes pour être confisquées par une oligarchie.

Et cette liste n'est pas exhaustive.

Mais comme on le voit sur tous ces sujets il faut faire reculer jusqu'à la démanteler la domination de l'argent capital au service du profit.

Etablir ces constats ne signifie en rien que le capitalisme s'effondrerait de lui-même et qu'il connaîtrait aujourd'hui sa crise finale. Du « capitalisme vert » sauce libérale à la recherche d'un nouveau compromis mondial sur le dos des peuples, en passant par le recours à l'autoritarisme ou aux escalades militaristes et bellicistes, les pistes de survie ne manquent pas pour les tenants du système. Mais pour des millions de gens cela risque de se traduire par une régression massive et pour tous par un monde de plus en plus dangereux et inhumain. Ainsi la question est posée : **que faire et comment avec quelles forces pour ouvrir un autre avenir ?**

L'une des données fondamentales de la situation depuis 2008 est que **le regard porté sur le capitalisme a changé**. Des millions de gens dans le monde du travail, dans les milieux intellectuels posent le même diagnostic accusateur. Les mouvements sociaux intègrent, de fait, l'idée selon laquelle un changement de logique est indispensable dans les domaines qui les concernent. Cela se vérifie également dans de nombreux pays d'Europe. Plus globalement le monde bouge l'exemple de la Tunisie et peut être demain de l'Égypte en sont une illustration éloquentes.

Cela ne signifie évidemment pas que les voies de l'alternative apparaissent clairement. Les défis à relever sont massifs, le sentiment qu'il faut déplacer des montagnes pour y parvenir est fortement ancré et les débats au sein des forces progressistes sont ardues.

Mais ce changement de climat constitue un point d'appui essentiel. C'est bien en se fondant sur les exigences populaires et sur les luttes qui les expriment que nous pourrions avancer. **C'est bien en travaillant à rassembler autour d'elles que se constitueront les fronts de résistances, de proposition et de transformation indispensables.**

Quelques grands axes transformateurs émergent de ce mouvement du réel.

AFFIRMER LA LÉGITIMITÉ DU PROGRÈS HUMAIN COMME OBJECTIF CENTRAL.

Non, l'humanité n'est pas condamnée à la régression que l'idéologie dominante tente de présenter comme inéluctable. Oui **le travail humain est de mieux en mieux capable de répondre aux besoins à condition d'être vraiment reconnu et valorisé**. Oui, les besoins peuvent être libérés de la gangue consumériste actuelle issue d'un modèle productiviste au service du profit.

Ainsi, loin d'être des « charges insupportables » augmenter les salaires, créer ambitieusement des emplois, promouvoir la formation, engager un nouvel essor de la protection sociale, sauvegarder de bonnes conditions de retraite, résoudre les problèmes massifs du logement, revitaliser les services publics tout en les démocratisant, placer le système éducatif, le système de santé à la hauteur des défis de notre époque, ou bien donner une nouvelle dynamique à l'égalité hommes femmes et lutter contre toutes les discriminations constituent le moteur du progrès nécessaire

RELEVER LE DÉFI ÉCOLOGIQUE

L'intégration des objectifs de gestion durable des ressources et l'application de normes environnementales fortes dans les gestions sont une obligation impérieuse pour faire face aux enjeux écologiques. C'est notamment le cas en ce qui concerne la diminution des gaz à effet de serre et du CO₂... C'est dans cette conception ambitieuse que s'inscrit la nécessité pour notre pays d'opérer une véritable renaissance industrielle afin de faire face aux besoins d'emplois qualifiés, de se doter des ressources indispensables pour une grande politique de progrès social et humain et de limiter l'impact des transports engendrés par les politiques de délocalisations.

DESSERRER L'ÉTAU DES MARCHÉS FINANCIERS

Pour que tout cela soit possible, pour qu'on puisse avancer dans ce processus, il est crucial de reprendre le pouvoir sur l'argent public, celui des banques, celui des entreprises. Réforme fiscale, création d'un pôle public de financement impliquant la nationalisation de certaines banques, mise en place de fonds de développements pour l'emploi aux niveaux régional, national et européen initiant un nouveau crédit, transformation des critères de gestion des entreprises impliquant de nouveaux pouvoirs pour les salariés, bataille pour de nouvelles normes comptables au plan

international et européen, réforme de la BCE et de ses missions. Les chantiers ne manquent pas. Ils sont essentiels.

REDONNER SENS ET DIGNITÉ AU TRAVAIL.

Eradiquer la souffrance au travail, mais aussi l'angoisse de la précarité et du chômage constitue à la fois un objectif du progrès humain et un moyen essentiel pour un nouveau mode de développement solidaire. Pour cela, les salariés doivent avoir prise sur l'organisation du travail et sur ses finalités. Les qualifications doivent être pleinement reconnues, les parcours professionnels doivent être sécurisés dans le cadre d'un système public ouvert à tous, financé par la réforme des cotisations sociales et de leurs exonérations.

SORTIR DE L'HYPERCONCURRENCE

De la même manière que l'ultralibéralisme s'est enraciné dans des décisions politiques, la phase nouvelle à ouvrir implique elle aussi la mise en place de règles mondiales inédites. La France doit se placer à l'avant-garde des pays initiateurs de cette évolution. Elle doit pour cela faire entendre sa voix dans le concert des nations, elle doit aussi agir pour que l'Europe change de cap en ce domaine et rejoigne le camp des réformes. La construction d'une monnaie commune mondiale constitue un élément déterminant de la nouvelle donne, il en va de même de la prise en compte effective de normes sociales et environnementales dans les échanges internationaux ayant pour fonction de lutter contre la logique de dumping généralisé et de délocalisation ; logique initiée par les règles de l'OMC et le dogme libre échangiste de l'actuelle Union Européenne.

RÉORIENTER LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Il s'agit de faire de la construction européenne un vecteur de progrès social, écologique et démocratique au service des peuples de notre continent mais également un acteur au service de règles novatrices de coopération et de relations pacifiques entre les peuples du monde. Les différentes évolutions nécessaires de la politique européenne ont été abordées dans les points qui précèdent tant il est vrai que l'Europe n'est plus aujourd'hui une dimension extérieure de l'action transformatrice. Dans cette perspective, le traité européen doit être refondu conformément à la volonté des peuples qui, lorsqu'ils ont été consultés, ont toujours rejeté l'Europe antisociale, au service des marchés qui se construisent en dehors d'eux.

DES POUVOIRS NOUVEAUX POUR LES CITOYENS ET LES SALARIÉS

Même lorsqu'ils se placent sous la bannière de la démocratie, les systèmes politiques actuels ont, de fait, institutionnalisé la captation des pouvoirs de décision par une oligarchie de l'argent. C'est notamment le cas en France. Il est indispensable de redonner le pouvoir aux citoyens. Cela concerne les institutions à tous les niveaux, le rétablissement de libertés publiques actuellement bien mal en point, la démocratisation des médias aujourd'hui sous contrôle du pouvoir ou de puissants groupes financiers, l'instauration de formes de

démocratie d'intervention directe pour les citoyens ou pour les salariés dans l'entreprise. Le processus populaire d'élaboration d'une nouvelle constitution, celle de la VI^{ème} république, est ainsi l'une des grandes priorités de toute action transformatrice. Cette énumération souligne la cohérence d'un projet alternatif. Mais notre conception ne peut pas être celle du « tout ça ou rien ». Elle s'inscrit au contraire dans une démarche de processus. Nous ne changerons l'ordre des choses qu'en partant du réel. Nous savons que tous les points mentionnés feront l'objet d'un dur affrontement avec les forces du

capital. Il est donc essentiel, tout en ne désertant aucun terrain, de dégager des points d'offensive prioritaires permettant, au-delà des proclamations, d'avancer effectivement sur le chemin de la transformation. Ces priorités, elles ne doivent pas être décrétées en vase clos. **C'est en prise directe avec le mouvement social, avec les luttes, c'est dans une démarche de décision citoyenne et de rassemblement que réside le succès.** ■

*Alain Obadia, est responsable « nouveau mode de développement » au PCF, il est membre du comité du Projet.

L'ALTERMONDIALISME, VECTEUR D'UNE NOUVELLE GAUCHE

Les alternatives à construire ne seront pas "évidemment d'essence réformiste" : elles relèvent à la fois du réformisme et de la révolution

PAR AURÉLIE TROUVÉ*

Qu'on ne se méprenne pas, la "gauche" que j'évoque n'est pas uniquement celle des partis politiques et des calculs électoraux. Elle est celle, beaucoup plus large, des associations, des syndicats, des multiples mouvements citoyens et politiques qui se battent pour l'accès pour tous aux droits humains fondamentaux et pour un autre monde, solidaire, écologique et démocratique. Pour construire cette nouvelle gauche, capable de répondre à la crise globale actuelle, je ne m'embarquerai pas dans "20 thèses", je me restreindrai modestement à cinq idées. Mais je voudrais avant tout saluer la démarche de Jacques Julliard, qui entreprend une autocritique quelque peu courageuse sur la deuxième gauche, même si son analyse mérite pour le moins d'être discutée.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX, LE MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE, AU CŒUR DE LA RIPOSTE

Pour Jacques Julliard, le nouveau capitalisme s'est construit "sans concurrence ni contestation". C'est ignorer la force des mouvements qui ont émergé depuis les années 90 au niveau international, face au néolibéralisme triomphant de l'époque, notamment les luttes face au G8, à l'Accord Multilatéral sur l'Investissement, etc.

qui ont abouti au mouvement altermondialiste. Celui-ci a remporté indéniablement des victoires idéologiques, il a permis de délégitimer des institutions comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC... autant de piliers du néolibéralisme. Il a fait converger de multiples mouvements, au Sud comme au Nord, de Forums sociaux en contre-sommets et dans de nombreuses luttes sociales.

Il n'y a pas de tournant majeur, au niveau des pouvoirs politiques en place, sans des mouvements sociaux puissants qui font pression. Il n'y a pas de tournant majeur sans que les citoyens dans leur ensemble ne s'emparent de la politique. Et face à la complexité et à la super-puissance de la finance, il est indispensable que les citoyens s'emparent de l'économie. Pour cela, les mouvements sociaux et intellectuels doivent travailler à un tournant culturel, dont l'éducation populaire est un outil important.

AU FOND, C'EST LE CAPITALISME QUI EST EN CRISE

Les organisateurs du prochain Forum social mondial convergent vers l'idée que nous sommes face à une "crise systémique du capitalisme". Ce n'est pas seulement le "néocapitalisme" qui est en cause, mais le capitalisme lui-même, dont les formes néolibérale et financière ne sont qu'une évolution logique, puisque c'est un système fondé sur l'exploitation sans limite des

ressources humaines et naturelles à la seule fin de rentabilité des profits du capital.

Les alternatives à construire ne seront pas "évidemment d'essence réformiste" : elles relèvent à la fois du réformisme et de la révolution. Elles doivent s'appuyer à la fois sur des réformes progressives et sur une visée révolutionnaire de transformation globale du mode de développement et des politiques. C'est d'une nature révolutionnaire que sont les changements induits par l'ampleur de la crise écologique et des transformations nécessaires des modes de consommation et de production. Jacques Julliard réduit toute perspective révolutionnaire au "socialisme centralisé". Mais bien d'autres formes de dépassement du capitalisme, plurielles et démocratiques, peuvent être inventées.

POUR UNE SOCIALISATION DÉMOCRATIQUE DES RICHESSES

"La nature de ce rassemblement (...) se pensera au sein de l'économie de marché", nous dit Jacques Julliard : toute la question est de savoir jusqu'où va ce marché. Car la conséquence du capitalisme a été de marchandiser de plus en plus de sphères de la société, jusqu'aux connaissances, à la biodiversité, au climat, aux semences, etc. Il s'agit donc de se réapproprier collectivement et démocratiquement ces richesses : autour de la notion de biens communs se constituent ainsi de plus en plus de luttes, pour une socialisation démocratique de ces biens. Leur gestion collective ne passe pas que par des renationalisations, mais également par des gestions coopératives et mutuelles, par des communautés locales et d'autres formes de partage (à l'image par exemple des logiciels libres). Ainsi, si la régulation publique doit redevenir importante pour faire valoir l'in-

térêt général, son caractère démocratique est tout aussi important. La régulation étatique n'est pas non plus la seule voie alternative. Jacques Julliard évoque ainsi une renationalisation partielle du système bancaire, encore faudrait-il ajouter qu'elle doit être démocratique et qu'elle peut s'accompagner de la construction de banques réellement coopératives, gérées par des communautés locales, etc.

POUR UNE REFONDATION PROFONDE DE L'EUROPE ET DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

"L'Europe (...) a failli complètement". Cette faillite demande de remettre à plat l'ensemble des traités européens. Mais comment la refonder sans remettre en cause les socles, les "lois fondamentales" qui régissent l'Union européenne sur des bases néolibérales, à savoir les traités européens ? Voilà pourquoi il importait de voter non au Traité constitutionnel Européen et au Traité de Lisbonne, pour tous ceux qui souhaitent une autre Europe politique, solidaire, écologique et démocratique, sortie du dogme de la libre-concurrence et qui soit autre chose

qu'une vaste zone de libre-échange. De la même façon, il importe de refonder les institutions internationales. "Les G7, G8, G20", nouveaux directoires mondiaux, n'en ont pas "été pour leurs frais" : on ne pouvait pas mieux attendre de ces directoires mondiaux, clubs très fermés des pays les plus puissants qui souhaitent décider de l'avenir de l'ensemble de la planète. Seule une instance multilatérale fondée sur les droits humains, des Nations Unies renforcées et réformées dans un sens démocratique, peuvent répondre au besoin d'une régulation mondiale au service de tous.

L'ÉCOLOGIE DOIT ÊTRE AU CŒUR DE LA POLITIQUE, TOUT AUTANT QUE LE SOCIAL

L'écologie n'est pas seulement une "contrainte supplémentaire", elle doit être à la base des alternatives proposées par la gauche. Le fait que nous atteignons à présent des limites physiques de la planète, notamment sur le plan climatique, qui induiront des conséquences énormes sur les sociétés, oblige à intégrer l'écologie au cœur des alternatives. Ainsi, la question écologique doit être abordée de façon tout aussi

centrale que la question sociale, et non comme un appendice. Les premières victimes de la crise écologique sont les travailleurs exposés à des risques environnementaux au travail, ceux qui n'ont pas les moyens ou l'information pour s'acheter une alimentation de qualité, les populations du Sud spoliés de leurs ressources naturelles et de leurs terres... Une gauche altermondialiste, qui défend l'accès aux droits humains fondamentaux partout dans le monde, se doit de défendre la sobriété et la diminution de notre production et de notre consommation énergétiques et matérielles. Car cette production et cette consommation ne sont en aucun cas reproductibles à l'échelle de la planète, au vu des limites écologiques. Elles ne sont possibles que par la spoliation des ressources au Sud par les pays riches. La diminution radicale de notre production et de notre consommation énergétiques et matérielles doit être posée comme base de construction d'un modèle alternatif. ■

*Aurélien Trouvé, est maître de conférence à l'Établissement national d'enseignement supérieur agronomique de Dijon, coprésidente d'Attac France.

QUATORZE THÈSES POUR DÉTONER

Du fond des sociétés émerge un grondement sourd, comme d'un volcan dont on ignore quand, sous quelles formes et avec quelle violence il peut exploser, pour le meilleur ou pour le pire.

PAR **PATRICE COHEN-SÉAT***

1 ● Sur fond de révolution industrielle, les immenses ébranlements du début du 20^{ème} siècle (les deux guerres mondiales, la crise des années 30, le fascisme,) avaient débouché sur un nouvel ordre social et même mondial. Largement discréditée comme classe (« plutôt Hitler que le Front populaire »), concurrencée par le système soviétique d'économie administrée, la grande bourgeoisie avait été contrainte de concéder des compromis réellement « historiques » : ce furent les progrès démocratiques et sociaux des « trente glorieuses », le développement de la propriété et des services publics, la décolonisation, etc. Les trente dernières années du siècle ont radicalement changé la donne. **Triomphant sur les ruines du « socialisme réel », le capital a engagé une offensive tout aussi historique et a mis les promesses extraordinaires de la**

nouvelle révolution technologique au service de son ambition de dominer à nouveau le monde.

2 ● **Le capitalisme s'est alors métamorphosé. D'industriel, il est devenu financier et a tout fait pour s'affranchir et des contraintes de l'économie réelle, et des enracinements territoriaux qui l'obligeaient à composer avec les exigences ou les besoins de populations.** Sa financiarisation s'est accompagnée de sa globalisation. Sa puissance apatride est devenue monstrueuse, vassalisant l'économie et les entreprises, mettant les Etats et les médias entre ses mains, lui permettant de manipuler les institutions autant que les consciences. La « domination des marchés », qui rend la politique impuissante et la ridiculise, n'est que la vitrine officielle d'un système capable de tout acheter, même les coups d'Etat, de tout corrompre, de mettre en place quasi au vu et au su de tout le monde les outils (des

« niches » aux paradis fiscaux, des cadeaux officiels aux chancres de l'économie parallèle) qui font de lui le système le plus prédateur de tous les temps. Ce nouvel ordre du monde organise la mise en concurrence des salariés, des peuples et des systèmes sociaux, tirant tous les droits sociaux vers le bas, attisant les divisions entre les victimes du système et contribuant ainsi à les désarmer : jamais les rapports de force entre capital et travail n'ont été aussi défavorables à ce dernier.

3 ● **Tétanisées par l'ampleur de l'échec du socialisme étatique et de l'économie administrée, les forces de progrès se sont montrées incapables de réagir.** En France, le début du « silence des intellectuels » est concomitant du revirement de F. Mitterrand en 1983 qui a consacré la conversion de la gauche socialiste non pas à « l'économie de marché », mais au système capitaliste. Cette paralysie, ou ce renoncement, concerne l'ensemble des

forces de gauche : aucune n'a pu ou voulu opérer la métamorphose d'elle-même qu'impliquaient celles du capital et du monde lui-même. Comment lutter contre ce capitalisme globalisé ? Comment imaginer un monde et une conception du développement qui fassent leur place aux « nouveaux géants » comme à tous les peuples, qui répondent à la crise écologique et préservent la planète ? Comment construire un ordre où prédomine la volonté démocratique des citoyens ? Comment mettre les immenses progrès des connaissances au service d'une humanité plus humaine ? Comment redonner du sens à la vie en société sans laquelle le monde redevient une jungle ? Les gauches sont aujourd'hui sans réponses. C'est pourquoi elles perdent.

4 ● Depuis le milieu des années 90, une réaction se dessine un peu partout dans le monde. Des mobilisations parfois considérables cherchent à s'opposer à la marche forcée du capital pour casser les acquis et les résistances et répondre à ses insatiables besoins de profits. **A l'arrogance de Davos a répondu un mouvement altermondialiste qui explore des pistes nouvelles.** Une pensée économique critique – qui s'accompagne d'un spectaculaire retour d'intérêt pour celle de Marx – succède à la « pensée unique ». Des expériences nouvelles se font jour en Amérique latine. En Tunisie, la « révolution du jasmin » est sans précédent dans le Maghreb. Après 2005 et l'échec du Traité constitutionnel européen, la colère grandit en Europe contre le sens et les logiques de l'actuelle construction de l'Union européenne, impulsée de façon consensuelle par les forces libérales et social-libérales. Mais faute d'une alternative cohérente et crédible, répondant aux échecs du passé comme aux nouveaux défis du présent, faute d'un mouvement politique pour la porter, ces mobilisations ne parviennent pas à engendrer des rassemblements populaires capables de contester la domination du capital et de changer la donne politique.

5 ● **Dans les pays développés comme la France, un fossé profond s'est creusé entre les couches populaires et les forces de droite et de gauche qui ont gouverné depuis trente ans.** Les populismes de droite et d'extrême droite se développent. Et l'abstention progresse, mettant les couches et donc les intérêts populaires hors champ de la politique. Cette défection d'une partie importante de l'électorat

de gauche la rend structurellement minoritaire, conduisant une partie des forces qui la composent à chercher son salut politique sur la droite, et laminant les autres. Ces mécanismes enferment la gauche dans un système autobloquant qui contribue à son immobilisme et à la répétition de ses échecs. Relativement nouveaux venus dans le paysage politique, et posant une question dont chacun reconnaît l'importance, les partis écologiques parviennent parfois à mobiliser une partie de l'électorat, sans parvenir à faire bouger les fondamentaux de cette situation.

6 ● **Bloquée politiquement, la situation est cependant économiquement et socialement instable. Rien n'a changé aux facteurs qui ont provoqué la crise financière. Rien non plus à la colère ou au dégoût que font grandir le spectacle des injustices, le mépris des puissants et l'incapacité des politiques. Du fond des sociétés émerge un grondement sourd, comme d'un volcan dont on ignore quand, sous quelles formes et avec quelle violence il peut exploser, pour le meilleur ou pour le pire.**

7 ● Une donnée majeure est en train de changer dans les sociétés développées, qui pourrait modifier radicalement le paysage social et politique. Pendant les trente dernières années, les couches les plus populaires se sont enfoncées dans les difficultés, le chômage, la précarité et, pour des millions de femmes et d'hommes, la grande pauvreté. Cela touche aujourd'hui environ dix millions de personnes en France. C'est énorme. Mais pendant ces années, la grande masse des « couches moyennes » a continué, avec de plus en plus de difficultés, à s'en tirer : et le capital a tout fait pour opposer les « assistés » à ceux qui travaillaient, comme d'ailleurs les français aux étrangers, les blancs aux noirs et beurs, les jeunes aux plus âgés, etc. Cette période tend à s'achever. Pour maintenir ses taux faramineux de profit, le capital s'en prend à tout le système social. Le travail devient une souffrance. L'avenir des enfants est inquiétant. L'école devient un parcours du combattant. Les services publics, le système de santé, les retraites sont menacées. L'angoisse concerne maintenant la plus grande partie des salariés. **Les conditions objectives d'un rapprochement entre des couches sociales que le capital avait durablement réussi à diviser sont en train de se réunir. Pour qu'elles se transforment en réalité sociale et politique, il faut ouvrir une véritable pers-**

pective à gauche, c'est-à-dire dessiner les traits principaux d'une alternative au capitalisme, et d'un chemin crédible de transformation dans le monde actuel.

8 ● Il y a pour cela une condition préalable : **que les forces de gauche aient le courage de faire l'autocritique sincère, chacune pour ce qui la concerne, des impasses dans lesquelles elles se sont égarées** : sans cela, elles demeureront chargées du poids du soupçon et resteront inaudibles. Le courant socialiste, qui a gouverné à plusieurs reprises, doit s'expliquer sur les raisons qui lui ont fait abandonner le combat contre le capitalisme et décider de la façon dont il entend le reprendre. Le courant communiste doit non seulement confirmer ses critiques fondamentales du système d'économie administrée, mais surtout faire la clarté sur les raisons qui lui ont fait « globalement » soutenir l'indéfendable jusqu'à l'effondrement du système soviétique. Il doit énoncer une idée de l'égalité qui ne l'oppose pas à la liberté, une vision des solidarités collectives qui respectent les droits des personnes, une conception de la révolution fondée sur un processus intégralement démocratique et non violent. Le courant écologiste doit faire un choix entre l'accompagnement ou la contestation du système.

9 ● **Le premier acte du changement doit être un changement du système institutionnel.** La délégation, a fortiori poussée à l'extrême par la concentration et la personnalisation du pouvoir, est une façon de voler le pouvoir au peuple. Il faut à l'inverse le mettre lui-même, directement et par les institutions représentatives dont il se dote (syndicats, associations, coopératives, mutuelles...), au cœur d'un système de pouvoirs dont les principes doivent être : la transparence, les droits d'intervention à tous les niveaux, le raccourcissement, la rotation, la limitation et l'interdiction du cumul des mandats, des processus publics d'évaluation des choix, la garantie du pluralisme de l'information, et son indépendance à l'égard des pouvoirs politiques et économiques. **Sans changement radical dans la distribution des pouvoirs qui les remette très largement entre les mains du peuple et en finisse avec la professionnalisation de la politique et sa collusion avec le monde de l'argent, aucun changement véritable ne sera possible.**

10 ● Le combat central de la gauche doit être d'aller vers une démocratie écono-

mique. Là où la position de la gauche, jusqu'au programme commun, a été de combattre « le marché » en y opposant l'étatisation de tout ou partie de l'économie, elle doit **proposer les instruments qui permettront que les principales orientations économiques, notamment en matière d'investissements, résultent de choix démocratiques.** Cela implique en particulier :

1/ que l'entreprise cesse d'être considérée comme propriété du capital, que le pouvoir y soit partagé entre les salariés, les investisseurs (publics et privés) ainsi que des élus représentant les populations et les intérêts publics aux différents niveaux concernés, et que la part des dividendes des actionnaires soit plafonnée par rapport à celle des investissements ;

2/ que le crédit soit placé sous la maîtrise d'institutions publiques et que ses règles et principes d'attributions soient l'objet annuel de débats et de décisions démocratiques ;

3/ que des mesures drastiques soient prises contre la spéculation : jusqu'à des prélèvements fiscaux confiscatoires contre les opérations financières sans bénéfice pour l'économie réelle, la prohibition de toutes relations financières avec les paradis fiscaux...

11 • La gauche doit mettre fin à l'obs-cène explosion des inégalités. Un revenu minimum permettant de vivre dignement doit être mis en place dans le cadre d'un système de sécurité professionnelle comprenant les jeunes sans emploi. Un grenelle des salaires et de la formation doit conduire à un rééquilibrage du partage du PIB entre le capital et le travail. La fiscalité doit être profondément réformée : par la diminution, voire la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, et son augmentation sur les produits de luxe ; la très forte augmentation de l'impôt sur les revenus de la rente (dividendes, plus-values, etc.) ainsi que la mise en place d'une importante progressivité de l'imposition des très hauts revenus, conduisant de fait à un revenu maximum démocratiquement débattu.

12 • La ghettoïsation dans certains quartiers de la misère et de la désespérance est un chancre qui gangrène la société. Pour la gauche, le problème n'est pas de cesser de « faire de l'angélisme », comme se l'était reproché L. Jospin, mais de se donner les moyens de mettre fin à ce scandale. Elle doit faire respecter **l'obligation de mixité sociale du logement, organiser un développement volontariste des services publics et du mouvement asso-**

ciatif dans ces cités, décider de moyens considérablement accrus pour favoriser la réussite scolaire pour tous, et choisir de cesser de faire la guerre aux pauvres, notamment les « sans-papiers », pour concentrer tous ses moyens sur la guerre à la pauvreté et à ses conséquences.

13 • La gauche doit mettre fin au rôle actif de la France depuis l'origine pour la mise en place d'une Europe ultra-libérale et s'opposer à toutes nouvelles directives dans ce sens. Mais surtout, elle doit proposer une **grande ambition européenne, tournant le dos à « la concurrence libre et non faussée » et y substituant les principes de coopération, de solidarité et de progrès social et environnemental.** Ce combat essentiel doit utiliser tous les moyens possibles, de la recherche de coopérations concrètes avec d'autres nations d'Europe, jusqu'à l'ou-

verture d'une crise majeure posant l'exigence d'un nouveau traité européen.

14 • La gauche doit mettre l'autorité de la France au service d'un autre ordre mondial.

Les pays occidentaux développés ont dominé et pillé le reste du monde depuis des siècles. Il faut proposer aujourd'hui un compromis historique qui assure aux pays du Sud les coopérations et transferts gratuits de technologie nécessaires en échange de mesures de régulation (touchant notamment les mouvements de capitaux et les échanges commerciaux) visant la convergence vers le haut des normes sociales et environnementales de tous. La construction d'une grande alliance mondiale dans ce sens, incluant les pays émergents, doit devenir l'axe central de la diplomatie de la gauche. ■

*Patrice Cohen-Séat, est membre du comité du Projet et président d'Espaces Marx.

MARCHER SUR SES DEUX JAMBES

Le Front de gauche peut créer l'événement du scrutin de 2012

PAR ISABELLE LORAND*

Qu'un ténor de la deuxième gauche qualifie de renoncement et de faillite cette voie en dit long sur la période politique et idéologique ouverte par la crise de 2008. Il est de première importance d'en prendre la pleine mesure à 18 mois des échéances présidentielles et législatives. Exit l'alliance PS-Centre, banni le candidat du FMI, hors-jeu le grand écart politique d'EELV (Europe écologie-Les Verts). Place aux solutions alternatives, aux nationalisations et à la planification !

...la gauche devra marcher sur ses deux jambes.

Pour partir du pied gauche, le rapport de force au sein de la gauche est capital. Les échecs de la gauche européenne ont partout les mêmes ingrédients. Une gauche mal à gauche composée d'une social-démocratie hégémonique et d'une gauche radicale inexistante ou divisée. En revanche, les expériences d'Amérique latine - qui ont en commun une recomposition à gauche - semblent inscrire la transformation sociale et démocratique dans la durée. L'ambition du Front de Gauche est à ce niveau. Ne croyons pas qu'il s'agisse de politique fiction, nous devons viser le carton ! A condition de créer une dynamique propulsive ? La

qualité, la crédibilité, l'acceptabilité des propositions ne font pas la maille. Nous devons être un vote utile, avoir un positionnement politique clair et audible, et être porteur d'espoir et de désir.

I - ÊTRE UN VOTE UTILE

Un Front de Gauche qui part gagnant

Pour exister il faut jouer dans la cour des grands. L'image que nous renvoyons reflète celle que nous avons de nous-mêmes. S'extraire du statut de looser, d'outsider et disputer le leadership à gauche.

Un Front de Gauche politique et social

Pour réussir le pari d'un rassemblement populaire à gauche, Julliard pointe la place du mouvement social. Contrairement à lui, je ne crois pas au miracle de la substitution du social au politique. En revanche, raccorder le social au politique est essentiel. A cet égard, l'embryon de mouvement qui se construit autour du Front de Gauche, l'engagement de syndicalistes, de militants associatifs, d'intellectuels... commence à faire sens.

Un Front de Gauche élargi

La capacité à rassembler les organisations politiques positionnées sur une alternative au libéralisme sera également déterminante. Le FDG a raison d'interpeller le NPA. Il devra élargir cette sollicitation aux autres organisations de la gauche radicale.

Un Front de Gauche solide sur sa base électorale

Enfin la mobilisation du cœur de notre base électorale sera décisive. Salariés des services publics, quartiers populaires, et jeunesse devraient être ciblés avec obstination. Non pas qu'il faille laisser pour compte les autres. Mais parce que la mobilisation de ces populations est à mes yeux un levier de dynamique politique pulsive.

II - AVOIR UN POSITIONNEMENT POLITIQUE CLAIR ET AUDIBLE.

Dans l'électorat de Gauche deux éléments seront structurants des votes : « TSS : Tout sauf Sarkozy » et « Tout sauf un remake du 21 avril ». Tout obstacle à la victoire de la gauche, tout diviseur, sera disqualifié. Le marginal, le satellite seront laminés. « Hors de question de perdre sa voix ».

Dépositaires de la lutte antifasciste, nous sommes un rempart anti-Le Pen. Nous sommes des TSS, des acteurs inconditionnels de la défaite de Sarkozy. Pour autant, si les différences à gauche étaient estompées, l'espace serait grand ouvert au PS. Au monde des petites phrases et du buzz, le numéro d'équilibriste sera difficile. Les pensées claires font les discours clairs. Deux conceptions de l'avenir sont en débat à gauche. Le débat n'est pas entre un peu plus ou un peu moins de gauche, mais porte sur la nature du changement : réguler, améliorer le capitalisme ou en finir avec le capitalisme – moraliser la concurrence ou choisir la coopération – encadrer la vidéosurveillance ou la combattre – respecter le pacte de stabilité ou embaucher des fonctionnaires – policer la V^{ème} République ou convoquer des Etats généraux constituants - ouvrir des maisons de santé privées ou des centres de santé publics...

III - ETRE PORTEUR D'ESPOIR ET DE DÉSIR

L'adhésion politique est tout sauf mécanique. Produire du désir, de la mobilisation politique est une alchimie complexe. Il faut savoir mobiliser les subjectivités. Modernes et optimistes. Perturber sérieusement nos pratiques n'est pas une antienne. Les tribunes de quinquagénaires masculins et blancs, les tracts pleurnichards d'une tristesse infinie, les listes de propositions géniales et parfaitement démontrées... Certains pensent qu'on est dans le détail, je pense qu'on est dans l'essentiel. On dit autant, plus par ce que l'on est, que par ce que l'on prononce.

...INCARNER L'ALTERNATIVE

La radicalité a un problème : donner à voir ce que pourrait être un au-delà du capitalisme. Hier en Europe, aujourd'hui de la Bolivie à l'Egypte, les révolutions s'articulent à des objectifs simples et précis : du pain et la liberté. Le 19^{ème} siècle a inventé les modèles du post-capitalisme. Le 20^{ème} les a plantés.

Nous ne voulons pas renouer avec les modèles. En même temps, nous avons besoin de modéliser. Au sens mathématique du terme : illustrer un phénomène abstrait. Nous avons un projet global, complexe pour la France, pour le Monde. Il est par essence abstrait. Le programme doit illustrer notre vision, incarner le sens, au travers de propositions simples et emblématiques pour vivre mieux le présent et exalter l'avenir. Pas un inventaire à la Prévert, exhaustif et à la cohérence mystérieuse, mais quelques idées forces sur des sujets discriminants dans les choix électoraux en 2012. La fracture sociale en 1995, la sécurité en 2002... Quels seront les discriminants du vote en 2012 ? Quels sont ceux que nous souhaitons faire émerger ? Quelles idées forces ? **Je pointerai dix discriminants et en développerai certains pour préciser ce que j'entends par propositions emblématiques.**

1 • Les grands travaux pour vivre bien ensemble

Les grands travaux sont un facteur de vivre mieux, de création d'emplois et de dynamisme économique. Depuis la fin des années 70, la France n'a plus engagé de grands travaux à l'exception du TGV. Les infrastructures existantes sont vieillissantes, et les nouvelles manquent.

La crise du logement appelle la création de 120 000 logements par an pendant 10 ans. Dans les grandes villes, la consommation d'énergie des bâtiments est une des principales sources de pollution de l'air. La modernisation des logements sociaux existants et leur mise aux normes environnementales sont à planifier sur dix ans. Cette recomposition de la politique du logement s'articulera à la mixité sociale, générationnelle et d'usage des bâtiments.

Les transports en commun - rail, fleuve - urbains, régionaux, et interrégionaux seront développés. La notion de transports publics devrait répondre à des besoins individuels : taxi, auto lib'... contribuent au droit au déplacement, même en cas de perte d'autonomie. Une politique tarifaire incitera l'utilisation

des transports en commun (gratuité pour les transports quotidiens, réduit pour les congés payés, favorisant les formes type train-auto...)

Un transfert de la route sur le fret-fleuve sera engagé pour aboutir à une inversion en dix ans (2 mandatures) du rapport fret-fleuve/route. Le fret et le fleuve sont moins polluants, moins encombrants (A86 : plus grand embouteillage d'Europe du fait de la présence massive de camions), moins dangereux, et moins chers (fort impact des poids lourds sur l'entretien des routes).

2 • Partager les richesses, une autre idée de l'argent

L'argent qui devrait être un moyen d'échange entre des activités utiles socialement est devenu une marchandise en soi. Il convient de revenir à une notion saine de l'argent : c'est un bien commun, reflet de l'activité sociale collective.

Echelle de revenu : Une société dans laquelle un patron gagne 300 fois plus qu'un salarié, est inique. Quelle vie vaut 300 fois une autre vie ? Une échelle de revenus de 1 à 10 (1 600 – 16 000 €) sera instaurée.

Reforme fiscale : La fiscalité est la contribution de chacun au bien commun. Cette contribution doit être progressive pour atteindre 100 % pour les revenus supérieurs à 16 000 €.

Les banques : La crise de 2008 a démontré l'irresponsabilité sociale des banques privées. La maîtrise publique passe par la nationalisation des grandes banques françaises et la préférence de banques coopératives. Un pôle public bancaire pourrait mettre en cohérence les banques publiques, les banques coopératives, et même les banques de dépôts privés dans le cadre d'une charte éthique de l'argent.

3 • L'égalité des Droits

Sociaux : Le droit à la connaissance et à la santé sont inaliénables. Trois décennies de disette ont détérioré l'école et le système de santé. Il faut remettre la France à l'endroit.

Un plan Marshall de l'hôpital public visant à conjurer la crise de l'hôpital fera l'objet d'une consultation nationale dès les cent jours. Le développement des Centres de santé publics municipaux sera une priorité. L'Etat devra assurer leur financement. Enfin, une politique incitative auprès des soignants favorisera l'activité médicale sans dépassement d'honoraires.

Civiques : On vit ici, on bosse ici, on reste ici, on vote ici. La crise financière démontre que le problème n'est pas la

libre circulation des Hommes, mais celle de la finance. Les migrations ont toujours été, depuis le Neandertal, un facteur de progrès pour l'Humanité. C'est dire combien la fermeture des frontières est un non sens. Ceux qui travaillent, payent des impôts, cotisent à la sécurité sociale doivent avoir leur mot à dire : il faut régulariser les sans-papiers et les étrangers doivent obtenir le droit de vote.

4 • Une politique mondiale du climat, de l'eau, et des forêts

Front mondial pour l'écologie : Cancun comme Copenhague sont très en-deçà de l'urgence planétaire. De nombreux pays veulent engager une politique écologique volontariste et cohérente. La France pourrait être à l'initiative d'une rencontre de tous ceux-ci en vue d'établir un programme mondial de l'écologie.

Organisation mondiale : Dans ce monde interdépendant, des urgences universelles dépassent largement les frontières : écologie et bioéthique notamment. L'ONU doit relancer la mondialisation des peuples face à celle de la finance. Permettre de faire résonner universalité et diversité, impératif mondial et souveraineté des nations, tel est l'enjeu d'un monde moderne.

5 • Une politique industrielle pour répondre aux besoins

Produire utile : Les grandes orientations de la politique industrielle sont aujourd'hui déterminées par les critères de rentabilité. Et non sur des critères d'utilité sociale. Au paroxysme de l'absurdité, l'industrie pharmaceutique qui produit des médicaments souvent inutiles, parfois dangereux à fort retour sur investissement, au détriment de recherches utiles (la bactériologie et les antibiotiques par exemple). Il faut mettre un terme à cette absurdité sociale et écologique. L'entreprise ne devrait pas avoir pour mission de remplir les poches des patrons mais de produire des biens utiles à tous. C'est dire que la politique industrielle doit être choisie démocratiquement et non par le MEDEF.

Consommer autrement : *Être ou avoir*, le succès du film de Nicolas Philibert a interpellé nos concitoyens sur le sens de nos vies. Après une épidémie de l'avoir et du paraître, aujourd'hui l'être s'impose comme critère de qualité de vie. Marx enseignait que « le luxe est tout autant un vice que la pauvreté et que nous devrions avoir pour but d'être plus et non d'avoir plus. [...] ». Décidément, il n'est pas mort.

Les multinationales : Elles sont organisées pour échapper aux droits nationaux car organisées dans plusieurs pays dont les droits sont différents, pour échapper aux fiscalités (paradis fiscaux), et pour déjouer le droit du travail (délocalisation de la production dans les pays de forte exploitation). Toutefois, les multinationales ont besoin pour leur siège de pays attractifs. La France est de ceux-ci. Contrairement à ce qu'on nous raconte, Paris dispute à Londres le leadership en termes d'attractivité pour les grandes entreprises : taux de productivité élevé, main-d'œuvre qualifiée, qualité des réseaux... les arguments sont nombreux. Alors la marge de manœuvre de la France est authentique, pour ceux qui veulent s'y attaquer.

6 • Europe : un espace politique économique et social protecteur

Espace protecteur pour les européens, et espace protecteur pour les dominés du monde. L'Europe unie devrait pouvoir peser sur les équilibres internationaux pour contraindre les normes sociales et écologiques au plan international.

Visa social : Les échanges internationaux pourraient être régulés par un « visa social ». Seules les entreprises respectueuses des hommes et de la planète

seraient habilitées à opérer des échanges économiques avec l'Europe. L'adhésion à une « charte mondiale du droit du travail » pourrait être le label pour accéder à ce visa.

Démocratie : L'Europe politique est en crise parce qu'elle échappe à la souveraineté des peuples et à la démocratie. Relancer l'Europe appelle une véritable relance démocratique. A l'aune du débat sur le projet de traité constitutionnel, il faut construire et soumettre à référendum de tous les peuples d'Europe, un nouveau projet.

7 ● Ouvrir une nouvelle ère de la démocratie

Moderniser la démocratie représentative : En finir avec le présidentialisme, franchir un cap avec la proportionnelle, le non cumul des mandats, le statut de l'Elu.

Inventer la démocratie participative : Il faut favoriser l'intervention citoyenne à tous les niveaux. Des conseils de quartiers au référendum d'initiative populaire en passant par le tirage au sort.

Repenser la démocratie sociale : La crise mondiale démontre que l'économie devrait relever de choix collectifs et de la responsabilité publique. Aussi, l'entreprise devrait être conçue comme une propriété sociale. Outre des nationalisations, il faudra que toutes les grandes décisions d'investissements stratégiques des entreprises privées soient soumises à des priorités sociales démocratiquement débattues. La citoyenneté à l'entreprise devrait devenir un droit constitutionnel.

Trois autres thématiques me paraissent être ou devoir devenir discriminantes :

8 ● Lutter contre la corruption et les lobbys

9 ● L'art et la culture constitutifs de l'épanouissement personnel et de la démocratie

10 ● Lutter pour manger sain

La contribution de Julliard est d'autant plus significative qu'elle résonne avec d'autres indices : baisse de la côte de DSK, rage populaire contre Sarkozy, sympathie pour la révolution tunisienne et égyptienne... A contrario la charge inouïe contre Jean-Luc Mélenchon est un signe que la poussée du Front de Gauche commence à inquiéter sérieusement. Il se passe enfin quelque chose à gauche. Le Front de gauche peut créer l'événement du scrutin de 2012. La clarté de notre position politique en sera le levier majeur. ■

*Isabelle Lorand, est responsable PCF des libertés et droits de la personne

VINGT-CINQ POINTS D'INTERROGATION

Chacune des vingt thèses de Jacques Julliard mérite examen, réflexion et compléments. Je partirai de son diagnostic sur le capitalisme d'aujourd'hui, gouverné par les actionnaires (thèse 1) et qui a retrouvé ses instincts prédateurs (thèse 6), pour développer quelques autres idées et questions. Par commodité mes propositions auront la forme affirmative ; il est bon que le lecteur les prenne pour des interrogations.

PAR JEAN-PIERRE KAHANE*

1 ● Le capitalisme est prédateur par nature, prédateur du travail humain, prédateur des richesses naturelles. Il engendre des prédateurs à figure humaine, comme Ben Ali et sa famille, et comme ceux que dénonce Julliard, les dirigeants des grandes entreprises, qui se vendent le plus cher possible et accumulent des fortunes colossales. Ben Ali a été chassé par le peuple tunisien, il doit être exproprié et jugé. C'est le sort que méritent et que peuvent redouter les prédateurs du monde entier, qu'ils soient à la tête d'Etats, d'entreprises ou de conseils d'administration.

2 ● L'actionnariat dilue la prédation dans une partie de la population des pays capitalistes avancés. Via la Bourse et les media il crée des ravages dans les esprits comme dans la société. Aux Etats-Unis, les fonds de pension sont accrochés au capitalisme financier et en constituent un soutien social. Leur extension en France a aussi ce but. On doit les dénoncer comme facteurs d'instabilité et de catastrophes, et combattre l'actionnariat au profit de la solidarité sociale et de l'épargne utile.

3 ● La solidarité sociale est incarnée en France par la Sécurité sociale, qui devrait être étendue et non restreinte. L'épargne utile nécessite des instruments comme les caisses d'épargne et la caisse des dépôts, et elle donnerait à un pôle financier public les moyens d'alimenter de grands travaux et de remplir l'ensemble de ses missions (dont les prêts aux familles et aux PME).

4 ● Il faut arracher les moyens de production et d'échanges à ceux qui se les sont appropriés. Il ne s'agit pas de partage, du partage charitable auquel certains seraient prêts. Il s'agit d'une appropriation collective des biens et

des pouvoirs qui doivent appartenir à la collectivité. La nationalisation du système bancaire que Julliard recommande comme premier objectif (thèse 19) pour ramener le système bancaire à sa fonction productive est à considérer dans cette optique.

5 ● Mais nous savons que nationaliser ne suffit pas, ni d'ailleurs créer un pôle financier public. Il faut que les citoyens et les travailleurs des banques s'en mêlent, et sachent comment s'en mêler. Il faut donc élaborer l'articulation entre l'appropriation collective et la démocratie efficace.

6 ● En démocratie, dit Montesquieu, le peuple, qui a la souveraine puissance, doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire. C'est là le principe ; les élections viennent après, pour que le peuple fasse faire par ses élus ce qu'il ne peut pas faire directement. Ce principe me paraît pouvoir se transposer à tous les niveaux de la vie sociale, et d'abord dans le travail et son organisation.

7 ● Le capital s'approprie le travail humain et paye aux travailleurs ce qu'il leur faut pour vivre et se reproduire ; la différence est le profit capitaliste, et le combat de classes se mène d'abord sur ce terrain. Les progrès techniques diminuent le travail humain nécessaire pour un produit donné, et réduisent donc à terme le profit, comme Marx l'avait indiqué. L'innovation technologique ou commerciale est le moyen instantané et provisoire de restaurer le profit. La pression sur les travailleurs par l'allongement du temps de travail et l'accentuation de sa pénibilité est le moyen permanent, et le chômage un accompagnement nécessaire.

8 ● Le chômage fait croire qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde. C'est une erreur. Nos petits-

enfants auront beaucoup de travail à faire, en France et dans le monde, pour réparer les dégâts du temps présent, pour gérer l'eau, l'air, les sols, l'alimentation, les sources d'énergie, les habitations, les moyens de communication et de transport, les relations humaines, l'éducation, la recherche, les industries de l'avenir. Dès aujourd'hui, on doit repérer les travaux qui s'imposent ; exemple parmi bien d'autres : la mise au point du système ferroviaire en Europe.

9 ● On peut étendre ainsi le principe de Montesquieu : qu'à toutes les échelles, jusqu'au niveau des individus, tout le monde fasse bien ce qu'il sait bien faire. Chaque collectivité, chaque individu doit être responsable et fier de son travail. Cela implique, au sein même du travail contraint, l'abolition d'entraves comme les rapports hiérarchiques fondés sur la soumission et la pratique du secret, une solidarité des travailleurs et beaucoup de liberté. « La liberté, ça se conquiert » disait un syndicaliste tunisien. C'est un premier pas vers la démocratie.

10 ● Les entreprises publiques doivent donner l'exemple du travail bien fait, et ce doit être la règle générale de la production et des services. On en a l'expérience en France avec ce qu'était EDF. Plutôt que la multiplication des expertises extérieures, c'est à l'intérieur de l'entreprise de production que doit être garantie la qualité des produits et la sécurité des personnes. Le travail bien fait est valorisant pour le travailleur et économique pour la société.

11 ● Il ne s'agit pas d'un doux rêve. La recherche scientifique, qui est loin d'être affranchie des chaînes du capitalisme, est encore pour une bonne part un domaine de liberté. Et c'est cette part qui est la plus prometteuse pour l'avenir. Elle permet de sortir des sentiers battus sans se ligoter par des projets à court terme. Et c'est à l'intérieur des communautés scientifiques que peuvent s'établir les évaluations les plus valables et les corrections nécessaires en cas de manquement au principe du travail bien fait.

12 ● La recherche scientifique est ligotée à l'heure actuelle par la vision à court terme qui se cache derrière le terme d'innovation. L'innovation

nécessaire à la survie du capitalisme est exactement le contraire des innovations à introduire dans la vie scientifique et dans la vie sociale. Les mots clés en sont la compétition, l'intérêt personnel, et aujourd'hui en France l'excellence brandie comme étendard, opposée à la médiocrité qui serait la règle.

13 ● L'excellence proclamée et labellisée (labex, laboratoires d'excellence, equipex, équipements d'excellence) **est la ruine de l'excellence** parce que c'est une foire d'empoigne. L'excellence réelle émerge du travail bien fait et de la liberté laissée aux chercheurs, et c'est une ambition légitime dans la recherche comme dans toutes les productions humaines. Rien n'interdit de la mettre en valeur si ce n'est pas pour écraser l'ensemble.

14 ● Pourquoi donner une telle place à la recherche scientifique alors qu'il s'agit du projet politique ? Parce que la science, ses acquis, ses orientations, les moyens qu'elle exige, les possibilités qu'elle offre, font partie de la politique. D'un côté, il n'y a pas d'avenir possible sur la planète sans conquête de nouvelles connaissances et de nouveaux moyens d'action. D'un autre côté, l'exploitation du travail de recherche pour un profit immédiat est indispensable au capitalisme, et les réorganisations en cours en France traduisent cela de façon brutale.

15 ● Comment les citoyens peuvent-ils se prononcer en la matière ? D'abord, en faisant confiance aux travailleurs scientifiques comme aux autres travailleurs. Les travailleurs scientifiques, dans les organismes de recherche publique et dans les universités comme dans les entreprises, ont les mêmes difficultés que les autres travailleurs, en particulier en ce qui concerne la place des jeunes. Ils ont des atouts à faire valoir, en particulier l'étendue de leurs collaborations internationales ; et aussi des obstacles auxquels ils se heurtent pour la reconnaissance de leur travail, en particulier la pratique du secret, de règle dans l'industrie. Ils ont des syndicats, des associations, des instances avec des élus, des germes d'organisation démocratique qui sont loin de brider l'excellence, au contraire.

16 ● Faire confiance ne suffit pas. La perspective doit être l'appropriation collective des connaissances scientifiques. Le travail de recherche qui se mène dans le monde produit une masse énorme de nouvelles connaissances. Elles devraient être à la disposition de l'humanité dans son ensemble, alors qu'aujourd'hui elles se perdent si elles ne sont pas valorisées immédiatement. Chacun, bien sûr, ne peut en assimiler qu'une petite partie. Mais une grande collectivité, comme notre nation, pourrait avoir pour programme de ne rien en laisser perdre.

17 ● Ce programme pourrait s'étendre aux connaissances acquises dans toutes les pratiques. S'agissant des connaissances scientifiques, le relais principal pour accéder à la conscience commune est celui de l'enseignement supérieur. Le lien entre enseignement supérieur et recherche assure en principe que, dans les différents secteurs, des étudiants puissent être en prise directe avec la science qui se fait dans le monde, convenablement distillée. C'est loin d'être le cas actuellement, faute d'étudiants dans les filières scientifiques. **Créer les conditions d'une extension massive de l'enseignement supérieur scientifique devrait s'accompagner d'un effort dans l'ensemble de l'enseignement et de l'action culturelle.**

18 ● Les canaux pour l'acculturation de la science, outre l'enseignement, sont multiples : les livres, les conférences, les expositions, les musées. Le Palais de la Découverte a suscité des vocations. Tout cela est bon, mais ne participera réellement à l'assimilation collective des progrès des sciences et de leur mouvement que s'il y a une volonté populaire de s'en emparer. Les militants communistes expriment souvent cette volonté, à titre personnel. Peuvent-ils aider à susciter une volonté collective dans ce sens ? La gauche est-elle capable de créer et traduire cette volonté ?

19 ● La découverte des exoplanètes, comme la démonstration du dernier théorème de Fermat, élargit notre vision de l'univers et celle de nos propres forces intellectuelles. L'humanité ne va plus conquérir de nouveaux espaces sur terre (est-ce bien vrai ?) mais elle a de nouveaux mondes à découvrir en approfondissant ses

connaissances. **L'ensemble coordonné de ces connaissances, qu'il s'agisse de la nature, de l'homme ou de la société, constitue la science ; cet ensemble est mouvant et pourtant c'est un système de référence solide à chaque époque. Il s'agit de faire accéder tout le monde à ce système de référence.**

20 ● Tout le monde y participe, parce que toutes les activités humaines engendrent des connaissances. Chacun a donc sa porte d'entrée, qui permet les rencontres et les échanges. Et pourtant l'ambiance générale est à la peur quand il s'agit du nucléaire, des OGM ou des nanotechnologies, qui correspondent à des avancées scientifiques majeures. Pourquoi ? Il est vrai que l'arme nucléaire reste une menace terrible, que les OGM sont exploités par des entreprises capitalistes envahissantes et que les nanotechnologies suscitent des appétits du même ordre. **Plus généralement, la science met à la disposition du capital de nouveaux moyens d'exploitation, de prédation et de déprédations.**

21 ● Il faut donc distinguer l'apport scientifique, les technologies qui en dérivent ou le suscitent, et l'exploitation qui en est faite. La découverte de l'énergie contenue dans le noyau de l'atome est essentielle dans notre vision des énergies disponibles dans le futur, celle de la transgénése offre des possibilités imprévues dans le domaine de la création ou de l'amélioration des espèces, celle du maniement individuel des atomes révèle déjà son incroyable puissance. **Rejeter ces apports scientifiques parce qu'ils servent les prédateurs est une tentation d'une partie de la gauche, et c'est l'une de ses faiblesses.**

22 ● Il arrive que de bonnes idées politiques émergent d'une étude scientifique. Il faudrait peut-être **créer une veille politique** à cet égard. A titre d'exemple, le rapport en cours de l'Académie des sciences sur la métallurgie conclut clairement sur la nécessité de recréer une industrie métallurgique en France. L'avenir de beaucoup d'industries en dépend.

23 ● L'appropriation collective des banques et des grandes entreprises détenues et dirigées par les prédateurs doit se faire au détriment de ces prédateurs, et elle provoquera de leur part des résistances et des soubresauts. L'appropriation collective des connais-

sances scientifiques, **l'assimilation sociale du progrès et du mouvement des sciences, se heurte à de mauvaises pratiques (le secret) et de mauvaises habitudes (le doute à l'égard de tout ce qui est politique), mais devrait créer un grand vent d'adhésion dans le milieu scientifique.**

24 ● La thèse 17 de Julliard est que l'avenir est à un grand rassemblement populaire. Il a raison. Il le voit d'essence réformiste. Je crois qu'il a tort. **Le rassemblement efficace doit avoir l'ambition de la conquête des pouvoirs et des savoirs.** Il doit se donner les moyens de cette conquête, à tous les niveaux de la vie sociale, en particulier sur le lieu du travail, dans les ateliers et les labora-

toires, et dans les collectivités territoriales, ce qui est d'actualité.

25 ● La France n'est pas la Tunisie, mais nous avons tous à apprendre de la révolution qui se mène là-bas. Il faudra en France d'autres formes de rassemblement que celle qui a chassé Ben Ali. **Mais il faudra à ce rassemblement une volonté encore plus forte d'en finir avec les prédateurs et d'introduire la démocratie dans tous les rapports humains.** Est-ce possible ? Ne sommes-nous pas à une époque où tout est possible ? ■

*Jean-Pierre Kahane est un mathématicien français. Il est professeur émérite à l'Université Paris Sud Orsay

LES DOUZE HYPOTHÈSES D'UNE STRATÉGIE ALTERMONDIALISTE

Pour mettre en évidence la cohérence et les questions controversées de la stratégie du mouvement altermondialiste, douze hypothèses sur l'analyse de la situation actuelle et sur les projets de transformation mis en avant par le mouvement altermondialiste¹.

PAR GUSTAVE MASSIAH*

1 ● La situation est caractérisée par une crise globale. C'est en premier lieu une double crise emboîtée : celle du néolibéralisme et celle du capitalisme.

Crise du néolibéralisme en tant que phase néolibérale de la mondialisation capitaliste. Cette phase, qui a commencé au début des années 1980, est aujourd'hui épuisée. Crise du système capitaliste lui-même, ouverte par la profondeur de la crise que nous vivons actuellement. Cette crise, multidimensionnelle, ouvre une possibilité de rupture d'un cycle beaucoup plus long, de plus de cinq siècles ; celui qui a construit une civilisation capitaliste et occidentale.

2 ● La crise actuelle, qui se présente comme une crise financière, monétaire et économique, a des fondements beaucoup plus profonds. C'est une crise sociale, démocratique, géopolitique et écologique, et au total une crise de civilisation.

Crise sociale, celle des inégalités, de la pauvreté et des discriminations. Crise démocratique, celle de la remise en cause

des libertés et de l'égalité partout où elles avaient connu des avancées. Crise géopolitique, celle de la décolonisation inachevée et de la remise en cause de l'hégémonie des Etats-Unis et de leurs alliés européens et japonais. Crise écologique, celle de la rencontre des limites de l'écosystème planétaire.

Chacune des dimensions de la crise fait remonter à la surface les problèmes non résolus des grandes crises précédentes que la dynamique du capitalisme avait réussi à contenir sans les régler pour autant.

3 ● Le mouvement altermondialiste est porteur d'une logique anti-systémique par rapport à la logique dominante.

Par rapport à la logique systémique du néolibéralisme, le mouvement altermondialiste conteste la subordination à la rationalité du marché mondial des capitaux et l'ajustement structurel de chaque société au marché mondial. Par rapport à la logique systémique du capitalisme, il conteste la nature même de la croissance et la marchandisation qui, de manière toujours croissante, subordonne à la recherche du profit tous les aspects de la vie.

1) Avec l'autorisation de l'auteur nous reproduisons un extrait de son dernier ouvrage, *Une stratégie altermondialiste*, ed. La Découverte, janv. 2011

Le mouvement altermondialiste à travers les résistances, les luttes sociales et citoyennes, la contestation culturelle, la bataille des idées a contribué à l'approfondissement des contradictions du système et à sa crise.

4 ● Le mouvement altermondialiste est un mouvement historique d'émancipation qui prolonge et renouvelle les mouvements historiques des périodes précédentes : les mouvements historiques de la décolonisation ; pour les libertés ; des luttes sociales ; de l'écologie.

Il renoue avec des tendances très longues en redéfinissant les enjeux à partir des remises en cause par le néolibéralisme des équilibres historiques. Le mouvement historique de la décolonisation a remis en cause l'équilibre et le sens du monde. Il a été combattu par le néolibéralisme à travers la gestion de la crise de la dette, les programmes d'ajustement structurel et la perversion des régimes des pays décolonisés.

Le mouvement historique pour les libertés et l'égalité avait bouleversé le monde avec les Lumières, puis la révolution des nationalités ; il a pris de nouvelles dimensions, dans le mouvement des libertés de 1965 à 1973, avec la remise en cause des totalitarismes et des oppressions, particulièrement l'oppression des femmes. Le néolibéralisme a tenté de le récupérer à travers l'individualisme et la consommation.

Le mouvement historique des luttes sociales a structuré l'histoire du capitalisme. Il a opposé, dès le début du capitalisme la bourgeoisie à la paysannerie et aux couches populaires urbaines ; il a pris tout son sens avec le mouvement ouvrier à partir du 19^{ème} siècle et dans les luttes révolutionnaires du début du XX^e siècle. Le néolibéralisme, de son côté, a développé la précarisation et une mondialisation fondée sur le dumping social généralisé.

5 ● L'orientation stratégique du mouvement altermondialiste est celle de l'accès aux droits pour tous et de l'égalité des droits à l'échelle mondiale. Elle prend tout son sens avec l'impératif démocratique.

Cette orientation caractérise la nature anti-systémique du mouvement. Le mouvement oppose l'accès aux droits pour tous à la logique du néolibéralisme. Le mouvement oppose l'égalité des droits, à l'échelle mondiale, à la logique du capitalisme. A l'affirmation qu'on

ne peut organiser le monde qu'à partir de la régulation par le marché mondial des capitaux, le mouvement affirme qu'on peut organiser chaque société et le monde à partir de l'accès aux droits pour tous. A l'affirmation qu'on ne peut organiser le monde qu'à partir de rapports sociaux déterminés par la propriété du capital, le mouvement affirme qu'on peut organiser chaque société et le monde à partir de l'égalité des droits.

L'orientation stratégique sur l'accès aux droits est nécessairement reliée à l'impératif démocratique qui prend une acuité particulière dans la période actuelle où les libertés sont largement mises en cause et où l'égalité est contestée comme valeur.

6 ● Le mouvement altermondialiste revendique la mise en œuvre des quatre générations de droits qui ont été générés par chacun des mouvements historiques : les droits civils et politiques ; les droits économiques, sociaux et culturels ; les droits des peuples ; les droits écologiques. Chaque période historique a repris à son compte, complété et renouvelé les droits formalisés dans les périodes historiques précédentes.

Les droits civils et politiques ont été explicités et formalisés par les grandes déclarations du 18^{ème} siècle. Ils ont été complétés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ils ont été renouvelés par les droits des femmes. Ils ont été complétés par le refus des totalitarismes et par l'articulation entre les droits individuels et les droits des peuples.

Les droits économiques sociaux, culturels et environnementaux ont été mis en avant par la DUDH et complétés par les politiques publiques de l'après-guerre et par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

Les droits des peuples, notamment les droits à l'autodétermination, au contrôle des ressources naturelles et au développement ont été formalisés par l'ONU et explicités dans la Charte pour les droits des peuples.

Une quatrième génération de droits est en gestation. Elle comprend les droits « écologiques » et correspond à la redéfinition des rapports entre l'espèce humaine et la Nature. Elle comprend les droits de maîtrise de la mondialisation et de renouvellement des droits civils et politiques, et notamment les droits des

migrants et de libre circulation. Elle comprend aussi le renouvellement des droits dans l'invention d'un universalisme universel.

7 ● Le mouvement altermondialiste, formé par la convergence des mouvements sociaux et citoyens, met en avant une culture politique fondée sur la diversité et l'horizontalité.

La diversité résulte de la légitimité de tous les mouvements qui luttent contre l'oppression et qui inscrivent cette lutte dans un projet d'émancipation. Le mouvement a mis en place un processus, celui des forums sociaux mondiaux ; ils sont organisés à partir des principes d'activités autogérées, de refus des autorités auto-proclamées, de recherche des consensus et de démocratie participative.

La référence à « un autre monde possible » exprime le refus de la fatalité, des théories de « la fin de l'histoire », de « la guerre des civilisations » et de la prétention néolibérale « there is no alternative ».

8 ● Les bases sociales de l'altermondialisme et ses alliances dépendent des enjeux de la période, des issues qui se présentent à la crise : le néo-conservatisme de guerre ; la refondation du capitalisme à travers le « green new deal » ; le dépassement du capitalisme.

Les bases sociales dans le cas du néo-conservatisme de guerre concernent tous ceux qui veulent lutter contre la barbarie, la répression, les régimes autoritaires et les guerres. Le néo-conservatisme de guerre se présente comme une des issues pour tous ceux qui voudront maintenir, coûte que coûte, les privilèges du néolibéralisme.

Les bases sociales et les alliances par rapport à la refondation du capitalisme et au « green new deal » sont formées par tous les mouvements qui luttent pour l'accès aux droits pour tous à l'échelle mondiale.

Les bases sociales pour le dépassement du capitalisme sont formées par les parties des mouvements qui sont engagés dans les luttes pour l'égalité des droits.

Dans l'urgence, les alliances regroupent ceux qui sont opposés au néo-conservatisme de guerre. Les principes généraux se définissent à l'échelle de la crise, de la mondialisation. Les alliances concrètes dépendront des situations des nations et des grandes régions.

Dans la durée, et si le danger du néo-conservatisme de guerre peut être évité,

la confrontation opposera les tenants du green new deal et ceux du dépassement du capitalisme.

9 ● Le débat continue dans le forum sur plusieurs questions stratégiques, particulièrement sur les questions du pouvoir et du politique. Le pari est d'inventer de nouvelles formes de rapport entre la question sociale et les mouvements, et entre le politique et les institutions. L'impératif démocratique est au centre de cette réinvention.

L'interrogation porte en premier lieu sur la nature contradictoire de l'Etat, entre le service des classes dominantes et l'intérêt général, sur la crise de l'Etat-Nation et sur le rôle de l'Etat dans la transformation sociale.

Elle porte aussi sur la nature du pouvoir et sur le rapport au pouvoir. Dans les processus engagés, notamment par rapport à la violence, les modalités de la lutte pour le pouvoir peuvent l'emporter sur la définition du projet et marquer profondément la nature de la transformation sociale. La culture démocratique est sur ce plan déterminante. La remise en cause de la domination passe par la confrontation pour l'hégémonie culturelle. Toute transformation sociale est confrontée à la remise en cause du pouvoir dominant. Il n'y a pas de changement social sans rupture, sans discontinuité dans les formes du politique et du pouvoir. Cette rupture et sa maîtrise possible constituent le pari fondateur de tout changement social. Le débat sur les orientations générales et les applications dans des situations spécifiques est au centre des débats du mouvement altermondialiste.

10 ● La crise globale ouvre des opportunités pour le mouvement altermondialiste. Ces opportunités articulent, dans l'urgence, un programme d'améliorations immédiates, et dans la durée, un espace de transformation radicale.

Les opportunités permettent de dégager, dans plusieurs grandes directions, les améliorations immédiates possibles, d'une part, et les transformations radicales en termes de nouveaux rapports sociaux, de fondements des nouvelles logiques et de lignes de rupture.

La régulation publique et citoyenne permet de redéfinir les politiques publiques ; elle ouvre la discussion sur les formes de propriété et sur l'évolution fondamentale du travail.

La redistribution des richesses et le retour du marché intérieur redonnent une

possibilité de stabilisation du salariat, de garantie des revenus et de la protection sociale, de redéploiement des services publics ; elle ouvre à l'égalité d'accès aux droits et sur la relation entre le statut social du salariat et son évolution en tant que rapport social.

L'urgence écologique nécessite des mesures immédiates pour la préservation des ressources naturelles, particulièrement l'eau, la terre, et l'énergie, de la biodiversité et du climat ; elle ouvre la discussion sur une mutation du mode de développement social.

Le modèle de représentation politique nécessite la redéfinition de la démocratie, le refus de la discrimination et de la ségrégation sociale ; il ouvre la réflexion sur les nouvelles formes du pouvoir et du politique.

Le rééquilibrage entre le Nord et le Sud définit une nouvelle géopolitique du monde ; elle ouvre une nouvelle phase de la décolonisation.

Une nouvelle régulation mondiale redéfinit le système international ; elle ouvre la régulation de la transformation sociale à l'échelle de la planète et la perspective d'une citoyenneté mondiale.

11 ● Les analyses et les propositions discutées dans les Forums sociaux mondiaux ont été validées, depuis l'ouverture de la crise, dans la bataille des idées. Mais elles ne se sont pas imposées dans les politiques mises en œuvre. Le mouvement altermondialiste, à côté des recommandations immédiates, avance de nouvelles propositions qui articulent la sortie du néolibéralisme et le dépassement du capitalisme.

La crise globale est aujourd'hui reconnue comme crise du néolibéralisme ; la discussion sur la crise du système capitaliste est ouverte dans l'espace public. Les recommandations immédiates (contrôle du système bancaire, régulation publique et citoyenne, suppression des paradis fiscaux, taxes internationales, etc.) s'imposent dans le débat mais sont édulcorées, voire ignorées, pour ne pas heurter les intérêts des classes dominantes.

Dans les forums sociaux mondiaux, plusieurs questions font le lien entre de nouvelles orientations susceptibles de réformes immédiates et d'alliances larges, et de nouvelles ouvertures vers des alternatives radicales. Parmi ces questions, citons celles des biens communs, de la gratuité, du bien-vivre, de la démarchandisation, des relocalisations, de l'hégémonie culturelle et du

pouvoir politique, de la démocratisation radicale de la démocratie, de la construction d'un « universalisme universel », du statut politique de l'Humanité, etc.

12 ● Le mouvement altermondialiste est engagé dans une réflexion globale, celle du renouvellement de la pensée de la transition, et dans la recherche de solutions politiques correspondant aux différentes situations. Il propose d'articuler les réponses en fonction du temps, l'urgence et la durée ; de l'espace, du local au global ; des formes d'intervention. Il mène de front les luttes et les résistances, l'élaboration intellectuelle, la revendication de politiques publiques visant à l'égalité des droits, les pratiques concrètes d'émancipation.

Au niveau des échelles d'espace, les interdépendances existent entre le local, le national, les grandes régions, le global et le planétaire. Chacune des propositions se décline à ces différents niveaux, ainsi de l'hégémonie culturelle, des rapports internationaux, économiques, géopolitiques et écologiques, de la démocratisation, des équilibres économiques et géoculturels, du pouvoir politique, des Etats et des politiques publiques, des pratiques concrètes d'émancipation et de la relation entre population, territoire et institutions.

Au niveau des formes d'intervention, le mouvement altermondialiste mène ses actions à travers quatre modalités. Les luttes et les résistances permettent de se défendre et de créer. L'élaboration permet de comprendre le monde pour le transformer. Les politiques publiques sont un espace des conflits et des négociations. Les pratiques concrètes d'émancipation, à tous les niveaux, du local au national, aux grandes régions et au mondial, construisent des alternatives et préfigurent de nouveaux rapports sociaux.

Comme tout système, le capitalisme n'est pas éternel. Il a eu un début et il aura une fin. Son dépassement est d'actualité. Il est nécessaire dès aujourd'hui d'esquisser et de préparer un autre monde possible. ■

*Gustave Massiah, personnalité du mouvement altermondialiste. Economiste, il est président du centre de recherche et d'information pour le développement (Crid).

Le projet communiste pour l'école : Construire du commun, viser l'émancipation individuelle et collective

PAR **MARINE ROUSSILLON ET JOSÉ TOVAR***

Le dossier de la *Revue du Projet* de décembre s'intitulait : « Quelle école pour aujourd'hui et pour demain ? » Les réactions qu'il a suscitées formulent la question autrement : **quelle école, pour quelle société ?** Définir l'école que nous voulons, c'est aussi dire quels citoyens nous voulons former, et donc quelle société nous voulons construire. Si pour le capitalisme, la question est donc : comment transformer l'école pour former des travailleurs qualifiés à moindre coût et sans leur permettre de s'émanciper par l'accès aux savoirs ? **pour les communistes, il s'agit de définir l'école capable de construire, de transmettre et de partager du commun et de donner à tous, sans exception, les outils d'une émancipation individuelle et collective, la capacité de maîtriser leur vie et celle de la collectivité dans toutes leurs dimensions.**

Dans cette perspective nous proposons de refondre l'école à partir de l'élève qui n'a pas d'autres ressources scolaires que l'école, de lutter contre toutes les inégalités et de mener la bataille pour une nouvelle phase de démocratisation scolaire. Dans le cadre de ce projet, certaines propositions doivent encore être affinées. Nous devons notamment travailler encore sur le rôle de la relation pédagogique dans les processus d'apprentissage ; sur le traitement de l'échec scolaire, à la fois sur sa prévention et sur les façons de le prendre en charge sans entrer dans une démarche d'individualisation, de morcellement des savoirs et d'externalisation de la classe dont nous connaissons les dangers ; et sur l'éducation tout au long de la vie, facteur essentiel de démocratisation, en lien avec les différents groupes de travail qui s'y intéressent.

Le travail doit se poursuivre, mais il est temps aussi de faire connaître notre projet, d'en nourrir les débats qui se multiplient à gauche et parmi les acteurs de l'éducation, d'en faire un point d'appui pour les luttes et de le mettre au cœur de campagnes d'action. À l'heure où la droite porte l'objectif de 50 % d'une classe d'âge à la licence, mais projette de sélectionner ces élèves dès l'entrée au lycée et de sacrifier les autres, nous devons défendre une augmentation générale du niveau de connaissances et repenser les liens entre enseignements secondaire et supérieur dans

cette perspective. Alors qu'à gauche le Parti Socialiste et les Verts s'accordent avec la droite sur la logique du socle commun, nous devons préciser ce que nous entendons par culture commune. Enfin, alors que nos partenaires du Parti de Gauche ont tendance à faire des formations professionnelles la seule voie de la démocratisation, nous devons réaffirmer que c'est tout le système qui doit être repensé pour permettre la réussite de tous.

Trois questions d'actualité rendent nécessaires l'intervention communiste et nous permettent, à partir du mécontentement suscité par les réformes en cours et des problèmes concrets qu'elles créent, de poser la question du projet de société.

La réforme de la formation des maîtres crée une école où les enseignants comme les élèves sont des exécutants isolés, à l'opposé de notre projet. Saisissons-nous de la question et mettons en débat nos propositions ! Pour que les mécontentements puissent converger, nous préparons une initiative publique sur la question pour le mois de mars.

Les nouvelles suppressions de postes dans l'éducation nationale sont en contradiction flagrante avec la hausse de la natalité. Elles accroissent les inégalités. Nous affirmons au contraire la nécessité de donner à chaque élève plus de temps pour apprendre : pour cela, il faut allonger la durée de la scolarité obligatoire, mais il faut aussi plus de postes ! Menons donc la lutte contre les suppressions de postes et passons à l'offensive pour une augmentation du temps scolaire.

La campagne des élections cantonales enfin doit être l'occasion de mener la bataille sur le lien entre école et territoire. Alors que la droite veut mettre en concurrence les territoires et accroître les inégalités, battons-nous pour une éducation véritablement nationale. ■

* **Marine Roussillon et José Tovar**, membres du secrétariat national du réseau école.

Comme nous en avons pris l'engagement, les réactions suscitées par les dossiers du mois donnent lieu à une synthèse. Dans ce numéro **Marine Roussillon et José Tovar** reviennent sur le « Dossier Quelle école pour aujourd'hui et pour demain ? » du mois de décembre dernier.

Par **GÉRARD STREIFF**

La pensée noire ou du Front National

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du Front National incarne à sa manière l'installation d'un « nouveau » FN. Ce parti a bien changé depuis sa création en 1972. Il est toujours d'extrême droite, certes, mais il a adapté son propos à un monde changeant. On peut notamment retrouver dans ces mutations l'influence discrète du G.R.E.C.E. d'Alain de Benoist.

22

En 1972, le tout jeune Front National regroupe un quarteron de nostalgiques de l'OAS, des racistes patentés, des boutiquiers inconditionnels du libre marché et des atlantistes totalement pro-américains (Reagan sera longtemps LE modèle de Le Pen). Le F.N. actuel s'est opposé aux deux guerres d'Irak (tout en soutenant mordicus le sinistre Saddam Hussein), il parle « d'égalité des cultures (raciales) » dans le monde, fustige l'ultra-libéralisme et l'Amérique. C'est qu'entre-temps, le monde a changé, l'Est s'est effondré et une place était à prendre dans l'imaginaire populaire. Et puis le FN a su suivre, finalement, les conseils d'un groupuscule de penseurs d'ultra-droite, le G.R.E.C.E., Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne. Ce groupe est fondé en mars 1968 par le

philosophe Alain de Benoist. Mesurant alors le total discrédit de l'extrême droite française, depuis la guerre et la collaboration, il tente de donner une nouvelle légitimité à sa famille politique. Et avance notamment trois thèmes fondateurs : à la place du racisme ou du racialisme, il propose le « différentialisme ». Pour obtenir d'être respectés ici, chez nous, Blancs et Chrétiens, il faut qu'on respecte l'Autre là bas, le Noir, le Musulman. Il faut une « égalité des cultures » (le mot « cultures » étant devenu l'autre terme pour dire les races) dans le monde. Pas question que ces « cultures » se mélangent chez nous, mais à distance, ça peut marcher... D'autre part, le libéralisme économique est dénoncé pour son matérialisme, il est considéré comme portant atteinte à l'intégrité spirituelle de l'Occident. Enfin, autre piste très importante du G.R.E.C.E., l'extrême droite n'est plus « la caricature de la droite » comme on disait souvent, elle ne se contente plus d'en rajouter sur les positions de la droite classique, elle est

ailleurs, elle n'est ni de gauche, ni de droite. L'air de rien, ces trois idées vont faire un malheur et assurer, ultérieurement, la prospérité du FN.

Au début, entre le G.R.E.C.E. et le FN, les rapports ne sont pas au beau fixe. Et si le mouvement de de Benoist a, semble-t-il, disparu, ses idées finiront par s'imposer à l'extrême droite ces quinze dernières années pour former l'actuel argumentaire frontiste.

LE FN ACCENTUE SON DISCOURS SOCIAL

L'extrême droite de tout temps a été obsédée par la question identitaire. Les Français « de souche » ont en commun une identité commune sur un mode ethnique et culturel et tout ce qui pouvait troubler, contaminer cette « pureté » originelle, que ce soit l'étranger ou encore toute idéologie qui diviserait la communauté nationale, comme « l'égalitarisme », le socialisme ou même plus généralement les questions sociales, tout cela n'avait guère sa place dans la rhétorique frontiste et était mis de côté.

u les mutations

Au milieu des années quatre-vingt, ce culte de l'identité (et un discours anti-élite) n'a pas été sans écho dans une partie de la classe ouvrière qui s'est sentie trahie ou abandonnée par la gauche (et le PCF). Lors de la présidentielle de 1995, 30% des ouvriers votent FN, ils sont 24% aux législatives de 1997 et le FN devient le principal parti ouvrier ! C'est dans la foulée qu'il accentue son discours social afin de fidéliser cet électeur populaire. Il investit désormais ces thématiques avec d'autant moins de scrupules qu'éloigné de toute participation gouvernementale, il peut tout promettre sans risque.

C'est l'époque où il se met à dénoncer les clivages de classe et surtout le libéralisme économique, accusé de pervertir les valeurs françaises. Le Pen n'est pas devenu anticapitaliste ni égalitaire ; simplement, il y a derrière son propos « social », l'obsession identitaire qui rode. Par exemple, quand le FN, au nom d'une démarche souverainiste et protectionniste, condamne Maastricht ou la constitution européenne, ce n'est pas tant la machine de guerre capitaliste et antisociale ou autoritaire qu'il fustige, c'est la menace pour l'intégrité de l'identité française que cela représenterait. On peut dire la même chose concernant la mondialisation : le FN joue des inquiétudes légitimes qui sont dans l'air (voir le sondage, page suivante) pour se montrer très critique (la mondialisation est « totalitaire » dit-il) tout en plaidant pour « l'égalité entre les cultures ». Mais ici aussi, lorsqu'on creuse son discours, ce n'est pas le triomphe du tout-privé qu'incarne la mondialisation ni l'effondrement de l'intérêt public qui est à l'œuvre un peu partout, qui le gênent ; son principal argument, c'est, face à la mondialisation, la préservation du caractère spirituel de la nation, sa cohésion ethnique. De même quand il parle d'égalité entre les cultures, cela pourrait laisser entendre qu'il reprend à son compte un propos de nature démocratique

(l'égalité) ; il n'en est rien ; cette égalité, dès qu'on évoque le terrain national, n'existe plus pour lui ; ne sont citoyens à ses yeux que ceux qui partagent une même communauté d'origine et la citoyenneté, donc, ne peut résulter que d'une filiation ethnique ; c'est le domaine de l'inégalité par excellence. Pour le FN, la vie politique ne se résume pas à un conflit gauche/droite mais à une opposition entre nationalistes et cosmopolites. D'un côté il y a les Français, attachés à la particularité de leur civilisation et de l'autre les « mondialistes », les lobby « pro-immigration » ou les « euro-fédérastes », jeu de mot ultra où l'on imagine sans peine l'étranger violeur. Bref le brassage culturel, la

mixité ethnique, le métissage, voilà l'ennemi. Un argumentaire assez pauvre mais dont la force est à la fois d'avoir su jouer en permanence sur la question du rapport à l'Autre, qui est une question lancinante dans le débat public depuis dix ans au moins (immigration, islamisme, intégration, etc.) et d'avoir systématiquement brandi le drapeau du « ni gauche, ni droite », une idée partagée par une proportion croissante de concitoyens. Le repli sur la communauté, sur l'identité, en ces temps de mondialisation ravageuse, lié au sentiment du « tous pourris », cela peut être vécu comme une réponse. C'est sans doute là que réside le principal ressort de l'extrême droite. ■

LIRE SYLVAIN CRÉPON

On lira avec intérêt, sur le site « Fragments sur les Temps Présents » (FTP), plusieurs études sur l'extrême droite, et notamment « Le tournant anticapitaliste du FN. Retour sur un renouveau idéologique des années 1990 » - auquel cet article doit beaucoup - de l'universitaire Sylvain Crépon, sociologue, auteur de plusieurs ouvrages sur la question. Extraits.

« Si peu de doutes peuvent être émis sur le fait que le Front national est effectivement un parti d'extrême droite dont l'idéologie s'applique à saper les fondements démocratiques, son adaptation aux problématiques économiques et politiques actuelles contribue sans aucun doute à rendre légitime une partie de son discours auprès d'un électeurat précarisé qui, ne se reconnaissant plus dans l'offre politique traditionnelle, est susceptible de se sentir abandonné par les instances tant politiques que publiques. Ne se voyant manifestement pas proposer des outils susceptibles de se situer politiquement par rapport aux nouveaux enjeux utilitaristes de la mondialisation, cet électeurat peut dès lors être tenté de se tourner vers les identités communautaristes les plus grégaires. Avec le risque qu'elles soient perçues comme l'ultime alternative efficace face à un monde où le règne d'une dérégulation toujours plus grande, en plus d'accroître la paupérisation, déstructure effectivement les liens sociaux, qu'ils soient culturels ou politiques. C'est donc de leur capacité à mobiliser cet électeurat déshérité, principal perdant des nouvelles formes de l'utilitarisme marchand, que dépendront les succès ou les échecs des mouvements progressistes attachés aux valeurs démocratiques, face à la double menace de la globalisation effrénée et de l'irréductibilité identitaire. »

Recul du libéralisme et confusion politique

PAR GÉRARD STREIFF

La crise a amplifié le rejet des idées libérales. Mais, insatisfaction et critique peuvent nourrir les pires populismes.

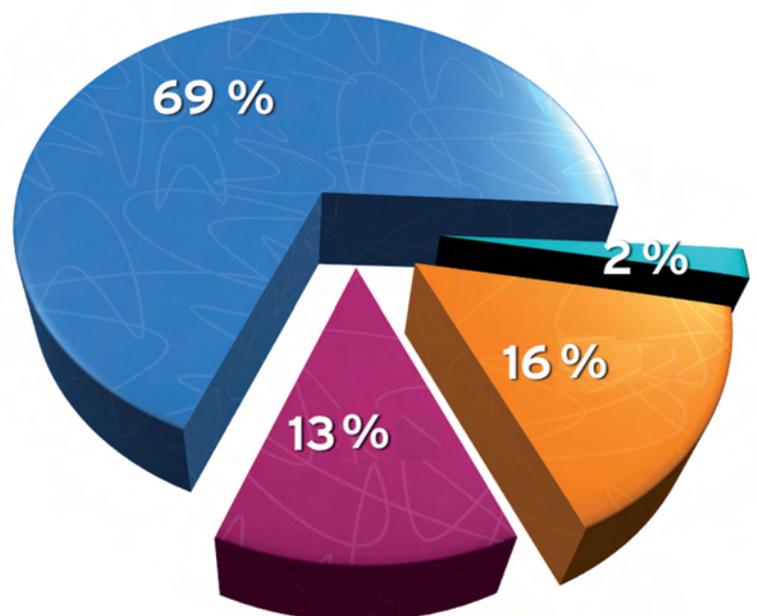
24

Intéressante étude Sofres - Fondation Gabriel Péri, en coopération avec les sociologues Guy Michelat et Michel Simon et intitulée « *L'état de l'opinion après les élections régionales* ». Réalisée en juin 2010 et rendue publique en décembre (on peut en consulter l'intégralité sur le site de la Fondation), elle est d'autant plus significative qu'elle reprend, en général, les mêmes questions posées sur le long terme, soit plusieurs décennies et permet d'utiles comparaisons. Elle montre l'évolution idéologique des Français. La crise a amplifié le rejet des idées libérales. Les sondés expriment une opinion (de plus en plus) négative pour des mots comme le profit (53%), la privatisation (62%), le capitalisme (64%), la Bourse (74%). Le concept de mondialisation est négatif pour 57%. Le sentiment de vivre moins bien qu'avant progresse très fortement, celui d'appartenir à une classe également. Si 40% font confiance à l'entreprise (-9%), 55 % font confiance en l'Etat (+8%). 50% trouvent l'influence du patronat et des milieux d'affaire excessive (+11%).

En même temps, cette insatisfaction et cette critique peuvent, en l'état, nourrir les pires populismes quand on note qu'à la question : concernant les prochaines années, laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion : 16% disent « j'ai confiance dans la gauche », 13% disent « j'ai confiance dans la droite » et 69% répondent n'avoir confiance « ni dans la gauche ni dans la droite ».

Concernant les prochaines années, laquelle des trois phrases suivantes se rapproche le plus de votre opinion ?
J'ai confiance dans la gauche pour gouverner le pays.
J'ai confiance dans la droite pour gouverner le pays.
Je n'ai confiance ni dans la droite ni dans la gauche

- **Confiance dans la gauche**
- **Confiance dans la droite**
- **Confiance ni dans la gauche ni dans la droite**
- **NSP**





Nicolas Sarkozy voulait « moraliser le capitalisme ». Le constat est accablant. Aucun secteur d'activité n'échappe dans les faits aux règles dévastatrices de la spéculation financière.

Face à la libéralisation des transports, **GÉRARD MAZET (responsable national de la commission transports)** ouvre ce mois-ci une série d'articles qui développent les propositions du PCF, sur le transport des passagers, des marchandises et le fret aérien.

Pour en finir avec le diktat des marchés et de l'OMC, **XAVIER COMPAIN (responsable national de la commission agriculture et pêche)** propose de faire de l'agriculture un bien commun de l'humanité.

ELIANE ASSASSI (responsable national de l'activité du Parti dans les quartiers populaires), analyse le « rapport de l'observatoire national des zones urbaines sensibles » publié en décembre 2010 ; là encore les inégalités explosent et l'échec de la droite est patent.

Enfin, **JEAN-LOUIS LE MOING (responsable national à l'Outre mer)**, fait le point sur la situation politique, économique et sociale dans les DOM-TOM.

TRANSPORT

Des forces pour faire bouger les lignes

La politique des transports est devenue un enjeu incontournable pour les années à venir. Dans ce secteur en croissance exponentielle, la faiblesse des investissements et l'accélération de sa libéralisation rendent les politiques actuelles incapables de prendre en compte les défis d'aujourd'hui, environnementaux, énergétiques et de qualité de vie.

Alors que tous s'accordent pour dire qu'il est impératif de réduire les émissions de gaz à effet de serre, la politique des transports tourne le dos aux ambitions affichées.

Le transport est le secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre, émissions qui ne cessent de croître. Il consomme 32% de la totalité des besoins d'énergie. 67% sont d'origine fossile. La route génère 93% des gaz à effet de serre produit par ce secteur.

Une réorientation du système des transports est plus que jamais à l'ordre du jour. C'est possible : les transports routiers (voyageurs et marchandises) entraînent 80 milliards d'euros de coûts externes que supporte la collectivité. Autant d'argent qui pourrait être redéployé en faveur du transport collectif d'une part, en faveur d'un financement des modes alternatifs à la route d'autre part.

L'augmentation des besoins en transport et le sous-investissement chronique dans les transports collectifs ont provoqué une saturation et des dysfonctionnements du réseau. Cette situation provoque une réelle dégradation de la qualité de vie des usagers. Il n'est pas étonnant que le transport soit devenu l'une des principales préoccupations de nos concitoyens.

INVESTIR CE TERRAIN POLITIQUE

Nous avons donc besoin d'investir beaucoup plus ce terrain politique, et nous avons de réelles forces pour faire bouger les lignes. Nous avons 11 vice-présidents aux transports dans les régions, des élus ayant cette responsabilité dans de nombreuses collectivités ; nous avons des cellules, des sections dans les entreprises concernées.

Ce secteur est aussi doté de syndicats puissants qui ont su marquer des

points, empêcher des casses pourtant programmées et limiter la libéralisation décidée par Bruxelles. Les propositions qu'ils portent sont autant de points d'appui pour imposer une autre politique.

Cependant, aujourd'hui, nous assistons à une accélération de la libéralisation des transports en France. Le gouvernement et les entreprises publiques du secteur sont en train de rattraper ce qu'ils jugent être un retard. Ils vont au-delà des attentes de l'Europe des libéraux en cherchant à généraliser l'ouverture à la concurrence et à pousser la déréglementation.

Une bataille de grande ampleur est donc engagée. Cette bataille peut être gagnée, l'expérience jouant en notre faveur.

L'EXPÉRIENCE DES TER

D'un côté, sur impulsion de la commission européenne, les expériences de l'ouverture de services publics aux intérêts privés font réfléchir. À chaque fois, nous assistons à une dégradation des conditions de transport et à une augmentation des tarifs pour les usagers.

De l'autre, nous pouvons nous appuyer sur l'expérience des TER, à bien des égards positive. En quelques années, le nombre d'usagers a augmenté de 40 % et l'offre de 20 %.

L'action des Régions et de la SNCF alliée au savoir-faire des cheminots a changé radicalement le transport régional de voyageurs. Alors qu'il était considéré comme condamné, ce service public a fait la preuve de sa pertinence, de son efficacité économique, sociale et environnementale.

Ces résultats sont le fruit d'un engagement important des Régions dans l'acquisition et la rénovation du matériel roulant, dans la modernisation et l'accessibilité des gares, dans le développement de l'offre. Ils sont aussi le fruit de la mise en place des tarifications régionales pour les salariés, les étudiants, les apprentis, les jeunes, les demandeurs d'emploi.

Nous sommes à la croisée des chemins : le succès des TER, le besoin de répondre encore mieux aux besoins de déplacements, de favoriser le report modal indispensable pour contribuer à la réduction des gaz à effet de serre, entrent en conflit avec la marchandisation des transports, avec le projet de réforme des collectivités locales, avec la réduction de l'autonomie et des moyens financiers de celles-ci.

SUITE DE >
LA PAGE 25

Les transports n'ont pas besoin de mise en concurrence, mais de plus de service public, de moyens pour l'assumer, d'entreprises publiques de transport dégagées des critères marchands pour leur mise en œuvre. La désorganisation observée dans les intempéries de décembre 2010 remet au goût du jour ce besoin d'une maîtrise publique forte de tout le système de transport. Au niveau européen, il faut arrêter

immédiatement les dispositions de libéralisation et engager un bilan de cette politique menée depuis 1985, comme le demande la Fédération Européenne des Travailleurs du Transport (ETF) : l'exemple britannique est particulièrement significatif. Il est en conséquence impératif de réviser les Livres blanc et vert des orientations européennes sur les transports pour renforcer les services publics en respectant cultures et histoires des pays.

Une autre politique est possible. Nous présenterons dans les prochains numéros de la Revue du Projet des grands axes de propositions pour le transport de voyageurs, pour le transport de marchandises, pour le transport aérien et pour la gestion des infrastructures de transport. ■

GÉRARD MAZET

responsable du collectif national Transports

OUTRE-MER

Les défis à relever

Les territoires français d'outre-mer ont vécu un mouvement social d'une ampleur et d'une durée rarement égales entre janvier et mars 2009. En 2008 déjà, en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, en Polynésie française, à la Réunion et en Guyane éclataient de ponctuelles actions contre la vie chère. La grève générale des Antilles a débuté en Guadeloupe le 20 janvier 2009, à l'appel du « Lyannaj Kont Pwofitasyon » (ou LKP). La Martinique s'est joint au mouvement le 5 février, la Réunion le 5 mars.

Le mouvement avait pour revendications de départ une baisse des prix, jugés abusifs, de certains produits, tels les carburants et l'alimentation, ainsi qu'une revalorisation des bas salaires. Secteurs public et privé ont été paralysés durant un mois et demi. De nombreuses manifestations et actions ont marqué cette lutte. Un syndicaliste guadeloupéen a été tué par balle.

Le 5 mars 2009, après 44 jours de conflit, un protocole d'accord arrête la grève en Guadeloupe. Un protocole de fin de conflit est conclu en Martinique le 14 mars. Un accord prévoyant une baisse des prix de 250 produits de grande consommation met fin au mouvement à la Réunion le 31 mars.

Près de deux ans après ces événements, la question sociale reste entière pour les populations de ces territoires. Et les défis du développement et de la démocratie sont toujours là.

Dès le début, notre parti et nos groupes parlementaires ont pris la mesure de ces mouvements et apporté leur soutien actif à ceux-ci. Deux délégations du Parti ont ainsi été dépêchées sur

place. Une première dès le début du conflit. Une autre, conduite par Pierre Laurent les 17, 18 et 19 février 2009.

Nous avons pu vérifier combien notre soutien était apprécié des populations et des dirigeants des collectifs.

Nous avons mesuré la puissance du mouvement, sa légitimité populaire, sa profonde motivation sociale et politique. Un mouvement profond, porté par la population. Un mouvement large, unitaire associant dans chacun des départements d'outre-mer, les syndicats, de nombreuses associations, avec une participation notable des partis communistes... une jeunesse en pointe, l'irruption des femmes, la culture aussi aux avant-postes, la participation des pauvres, des laissés-pour-compte.... Le Lyannaj, « *c'est ce qui allie, lie, relie, rallie et relaye* » comme l'écrivirent dans leur manifeste 9 intellectuels autour de Patrick Chamoiseau. La plate-forme *Lyannaj* portait sur les terrains sociaux, mais les questions des discriminations et des dépossessions en constituaient le cœur.

LA QUESTION SOCIALE

Les départements d'outre-mer cumulent 2 à 3 fois plus de chômeurs que la métropole, 6 fois plus d'allocataires du RMI, des prix des denrées de première nécessité encore plus vertigineuses (une récente étude évoque des prix alimentaires plus élevés de 84% en Martinique qu'en métropole), une situation de la jeunesse insupportable.

Inséparablement, les populations se levaient contre les discriminations, contre les dépossessions dont est victime la partie la plus défavorisée des habitants, c'est-à-dire une grande majorité de la population ultramarine. L'héritage colonial perdure et les discriminations raciales insupportables persistent. Un pour cent de la population

contrôle 90 % de l'industrie alimentaire, la moitié des terres et 40 % de la grande distribution. 160 ans après l'abolition de l'esclavage, les descendants des colons blancs conservent la mainmise sur la quasi-totalité de l'économie de la Martinique et de la Guadeloupe, tandis que la population noire ou métisse est maintenue dans la plus grande pauvreté. A la Réunion, un choc démographique accentue encore toutes ces réalités. Les territoires de l'outre-mer sont des territoires spoliés, minés par les pratiques frauduleuses, les positions de monopole et la concentration du pouvoir économique. La défiscalisation, les exonérations diverses et beaucoup des investissements consentis par l'Etat font le bénéfice de quelques-uns et non le bien de tous.

La question sociale est lourdement chargée, notamment aux Antilles, du poids de l'histoire et de l'esclavage.

Danik Zandwonis, du Parti communiste guadeloupéen, l'a dit autrement dans les colonnes de l'Humanité durant le mouvement : « *après avoir, grâce au Code Noir de Colbert, usé leurs fouets sur des générations d'hommes et de femmes noirs privés de liberté, les maîtres d'hier sont devenus des patrons...* ». Il y a aux Antilles des disparités sociales cruelles qui découlent directement, historiquement de l'esclavage. Le pouvoir économique des békés est en effet né de la traite. Ce pouvoir a été installé quand l'Etat a indemnisé les propriétaires d'esclaves au moment de l'émancipation. Une caste détient le pouvoir économique et en abuse. Jusqu'à oser disserter sur la pureté de la race, comme l'a fait l'un des poids lourds de l'agroalimentaire, Alain Huyghes-Despointes lors d'une émission sur *Canal plus*. (Il a récemment été jugé et condamné à ce titre)

Il faut avoir en tête ce paysage pour sai-

sir toute la profondeur et la dimension politique du mouvement outre-mer.

LES EXIGENCES DÉMOCRATIQUES

Le mouvement portait aussi sur une remise en cause profonde du mode de développement et du fonctionnement des départements d'outre-mer. Le processus d'assimilation engagé par la départementalisation est à bout de souffle, et les Antillais et les Réunionnais aspirent à dépasser la situation de dépendance dans laquelle ils ont été placés : ce que certains d'entre eux nomment la « colonisation de consommation ». Ils demandent à pouvoir se tourner et échanger avec les peuples et les pays voisins, pour sortir d'une économie placée sous la coupe de quelques possédants. Ces coopérations leur sont actuellement interdites, au mépris de toute logique humaine et économique. Ils veulent en finir avec une conception

de l'investissement réduite à la défiscalisation. Ils veulent de nouveaux droits, de nouveaux pouvoirs, trouver les voies nouvelles permettant de gagner en autonomie, en maîtrise de leur vie et du devenir de leurs îles.

Parce qu'il était porteur de toutes ces exigences, ce mouvement ne sera pas sans lendemains. C'est pourquoi nous devons être attentifs à la situation, à ses évolutions et multiplier les occasions d'échange avec les Partis communistes et avec les forces démocratiques d'outre-mer.

LES RENCONTRES

Depuis les deux délégations aux Antilles à la faveur du mouvement social, Marie-George Buffet a conduit une délégation à la Réunion fin 2009. Une délégation s'est également rendue à Mayotte afin de rendre public le point

de vue du PCF sur le processus de départementalisation engagé à marche forcée par le Président de la République, au mépris du droit international. Une autre s'est rendue en novembre 2009 à la Martinique durant le débat sur l'évolution institutionnelle de la collectivité et a rencontré les présidents du Conseil régional et du Conseil général. A la fête de l'Humanité, Pierre Laurent a rencontré les responsables des Partis de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe. Cette année, un voyage de travail aura lieu en Polynésie et en Nouvelle Calédonie. Il devrait permettre de renouer avec les forces d'émancipation de cette région.

Plus largement, un document portant les propositions du PCF pour l'outre-mer est en cours d'élaboration. ■

JEAN-LOUIS LE MOING
responsable national à l'outre-mer

AGRICULTURE

Le torchon brûle !

Alors que l'Europe vise au démantèlement de la Politique Agricole Commune à travers sa réforme 2013, le PCF veut faire de l'agriculture un bien commun de l'humanité. La commission Agriculture et Pêche prépare dans le débat avec ses partenaires du Front de gauche un premier document programmatique qui sera disponible fin février et dont les communistes devront s'emparer dans le débat des cantonales

Les 900 suicides annuels annoncés un matin de janvier 2011 renvoient brutalement à la « réal politique ». Quelques semaines plus tôt, l'augmentation du revenu agricole ayant doublé faisait les gros titres. Ne faut-il pas rappeler que pour les mieux lotis des producteurs leurs revenus sont au niveau du début des années 1990 et qu'un paysan sur deux ne dégage pas le SMIC sur son exploitation. L'Europe vise au démantèlement de la Politique Agricole Commune à travers sa réforme 2013. Sur fond d'accord avec le Mercosur, les vaches sud-américaines vont sacrifier l'élevage de nos prairies. Après les réservoirs préférés aux estomacs, les traders salivent du blé qu'ils vont se faire sur les céréales. Pendant ce temps,

à la veille d'un G20, Nicolas Sarkozy, lors des vœux au monde rural, a proposé de supprimer les autorisations pour regroupements d'élevages hors sols et bovins, de passer de 40 tonnes à 44 tonnes pour les camions transportant des produits agricoles...

Pour un Président qui voulait moraliser le capitalisme, il y a loin de la coupe aux lèvres !

QUELLE PEUT ÊTRE L'ACTION DU PCF ?

Les peuples, nos concitoyens, les paysans ont très largement payé la facture de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale. Notre responsabilité, l'engagement du PCF est de proposer des politiques publiques agricoles, alternatives au capitalisme qui garantissent la souveraineté alimentaire et la rémunération des travailleurs. Il nous faut aller plus loin et faire de l'agriculture un bien commun de l'humanité. C'est tout le sens de l'ambition agricole et alimentaire, inscrite dans un nouveau type de développement qui est posé depuis le 34^{ème} Congrès.

ET LE PROGRAMME POPULAIRE PARTAGÉ SUR L'AGRICULTURE ?

L'apport des communistes, de notre Commission est essentiel et structurant du travail sur le Programme Populaire et Partagé. Nous avons lancé la mise en commun lors d'un débat à la Fête de l'humanité. Les partenaires du Front de gauche se rencontrent depuis novem-

Parti communiste français
commission nationale
Agriculture Pêche Forêt
responsabilité
Jean Commaille
membres du Conseil national

LES SAIGNEURS, PAR LES COLPORTEURS
single réalisé avec le comité de la commission
Aujourd'hui, nous posons la satisfaction des besoins humains et l'ambition de l'équité alimentaire. Nous menons campagne pour une répartition de la plus-value entre les paysans, les transformateurs et la distribution sans alourdir le fardet de caisse du citoyen. L'attachement des masses de la grande distribution est pour nous un engagement.

FORUM pour un programme partagé du Front de gauche
Écologie/Agriculture
le 27 janvier 2011
Bordeaux

LES COLPORTEURS
À eux quatre, ils font bien plus d'un quart de rotations d'années agricoles sur l'achat de ce sucre rosé/brûlé. Ils ont fait quatre sautons, longévité, les sucres et les sucres de sucre, de sucre et de sucre. Ils font sans parler l'espérance et le sucre qui concentrent et bien ce sucre dans sa robe et granulé.

Seulement voilà, les producteurs ont le nez dans le sol et le ciel agricole français qui pousse dans le sol - avec les vaches (ce qui n'est pas une machine agricole - lui a sué le sang) un peu de sucre pour faire du sucre.

La répartition du sucre, les sucres bien alignés et les sucres prêts à voler au nez des consommateurs. C'est au moment où l'on assiste au retour d'une nouvelle génération de petits sucres, l'urgence arrive aux tables de cette jeunesse, nous plus préoccupés par les films et la danse des vidéos, le profit social de la production et le plaisir de cracher dans le sucre.

Ce torchon brûle, en a été des années caillottes.

page suivante : le texte de la commission des Saigneurs

collaborateur : Jean Youdoun - jyoudoun@pcf.fr
contact : Talon Simon - talsimon@pcf.fr

bre. Un premier document programmatique sera disponible pour fin février, un tract en donnera les contours. Il en ressort pour nos Commissions un travail concret, de confrontations, d'élaborations, de travaux pratiques.

Ce que nous avons appelé nous communistes, les marqueurs à Gauche, sont nos propositions. En quelques exemples :

- nous portons des batailles internationales pour l'émergence d'un nouvel ordre alimentaire mondial. L'agriculture doit sortir de l'organisation mondiale du commerce (OMC).
- la Politique Agricole Commune doit être réformée. L'Europe doit répondre à la rémunération du travail et à la création d'emplois.

SUIITE DE >
LA PAGE 27

• si nous étions en responsabilité gouvernementale nous fixerions par décret en urgence, un **coefficient multiplicateur encadrant les marges de la grande distribution**. En même temps, nous mettrions au vote une loi cadre sur ses pratiques. Ce programme devra être l'affaire des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyens et de tous ceux qui veulent rompre avec les politiques qui affament.

LES COMMUNISTES ET NOS PROPOSITIONS

La Commission apprécie positivement les débats suscités dans le cadre des élections cantonales, qu'il s'agisse de la restauration collective, du développement agricole, de l'avenir de la ruralité à dominance viticole, de la filière bois et du devenir de la forêt, des activités agro-alimentaires en zone maritime... Les communistes sont à l'initiative de débats publics, de soirées à thèmes, de repas républicains... En témoignent nos rendez-vous avec les Sections et Fédérations dans l'Eure, le Lot, le Gard, le Finistère, l'Ariège, le Loiret... Les communistes sont aussi en lutte. Une journée ciblant la grande distribution est en préparation entre paysans, syndicalistes, citoyens. Les producteurs de lait bretons et la Fédération de Seine et Marne y travaillent.

Être dans l'action en 2011, c'est créer de la valeur ajoutée pour 2012. L'exigence de contenus transformateurs doit nous guider. Les batailles menées par la Commission répondent à cette démarche. Sur l'accapement des terres

et dans le cadre de la semaine anticoloniale, nous auditionnerons le 14 février prochain Olivier de Schutter, rapporteur sur l'alimentation auprès de l'ONU.

Sur la PAC, après notre première analyse (voir *Terre-mer* décembre 2010), il nous faudra être force de propositions, d'initiatives, avec le PGE. Février sera le mois du Salon International de L'Agriculture. A ce moment nous envisageons la présence du PCF sur 3 jours. Pierre Laurent y conduira la délégation nationale. Nous y avons acté une journée de formation sur « l'avenir de la PAC » avec le CIDEFE. Nous travaillons à la tenue d'une rencontre forum du Front de Gauche...

L'agriculture n'est pas affaire corporatiste, elle est au cœur d'enjeux de civilisation. L'appropriation ne peut être l'exclusivité d'initiés mais l'affaire de tous les communistes. Cela renvoie à la nécessité qu'ils en maîtrisent les outils militants. Il y a un an, nous créons le bulletin « *Terre-Mer* » et son blog. **En ce début 2011, nous avons avec les camarades du Front Rock Populaire, produit un single musical.** Avec cette chanson, « Les Saigneurs », et avec le clip qui l'accompagne (visible sur le site national du PCF), nous lançons un message engagé, un outil ludique et original, novateur et inattendu pour oser penser la politique autrement... Révolutionnaire en un mot. ■

XAVIER COMPAIN

responsable de la commission

Agriculture et pêche

QUARTIERS POPULAIRES

L'échec des politiques de la ville

Un rapport 2010 accablant pour la droite et son gouvernement. C'est d'égalité républicaine et de justice sociale dont ont besoin les habitants des ZUS.

Le 23 décembre dernier, l'Observatoire National des zones urbaines sensibles (ONZUS) a remis son rapport annuel au nouveau ministre de la Ville, Maurice Leroy.

Créé en 2003 par Jean-Louis Borloo, cet observatoire est chargé de « mesurer l'évolution des inégalités sociales et des écarts dans chacune des ZUS ; il s'intéresse à la mise en œuvre des politiques publiques et évalue la performance des politiques et des dispositifs mis en œuvre dans ces quartiers ». Le rapport 2010 est accablant pour la droite et son gouvernement. Au-delà, on mesure ici combien la crise du capitalisme mondialisé produit de profondes inégalités entre les pays et les peuples mais aussi à l'intérieur même des sociétés les plus développées.

LES CHIFFRES

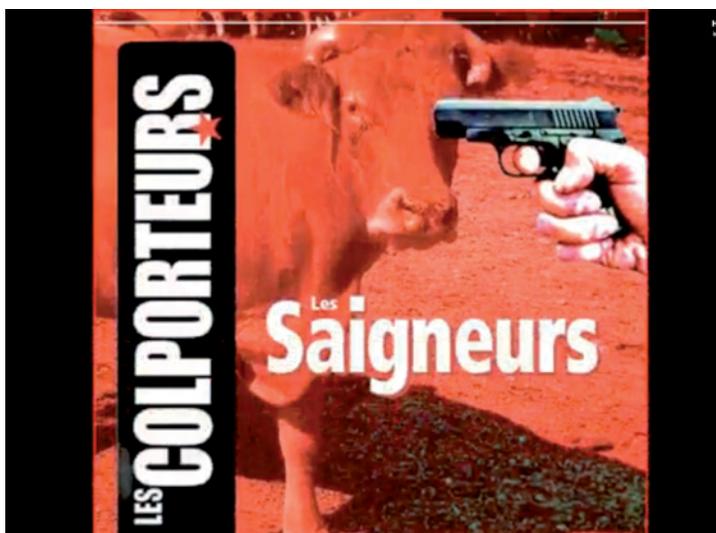
Sur une population active potentielle de 250 000 jeunes entre 15 et 24 ans, 100 000 sont au chômage. Ce sont majoritairement des hommes jeunes, d'origine étrangère, parmi lesquels de nombreux diplômés. **Une femme d'origine étrangère a quatre fois moins de chances d'être en emploi lorsqu'elle habite dans une ZUS que lorsqu'elle habite ailleurs. Le taux de chômage atteint 18,6 % en ZUS contre 9,8 % dans les quartiers hors ZUS ;**

En matière d'éducation, **les effectifs des enseignants ont été réduits de 10,6 % dans les établissements du secondaire en ZUS ;**

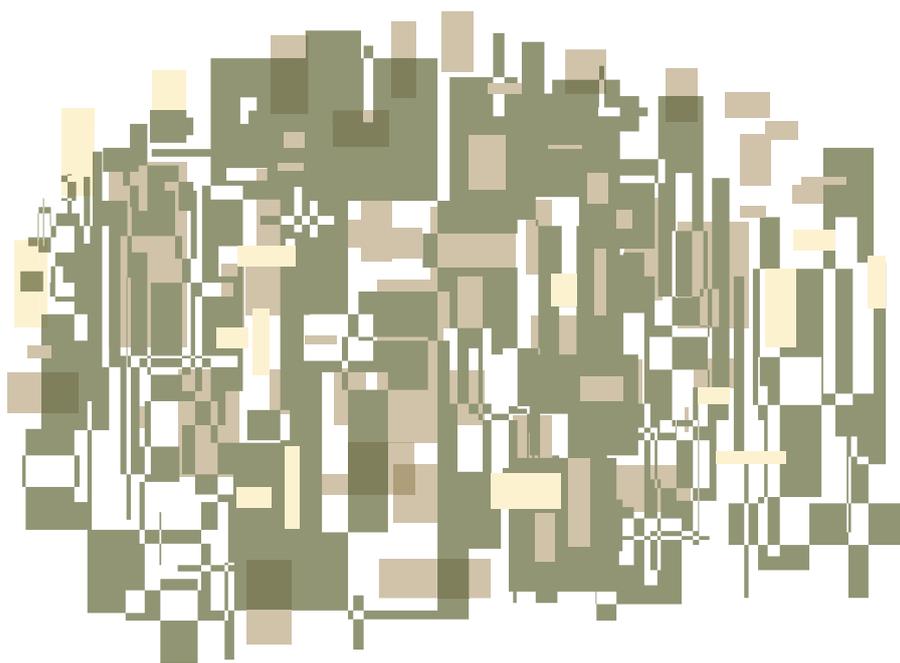
Près de 29 % des personnes vivant en ZUS vivent sous le seuil de pauvreté à 60 % (949 euros mensuels), soit 2,4 fois plus que dans le reste du territoire national ;

Les élèves scolarisés en ZUS présentent un faible taux de couverture vaccinale par rapport à ceux scolarisés en dehors de ces quartiers et souffrent fréquemment de troubles visuels et auditifs et sont moins nombreux à porter des lunettes ou des lentilles. **En ZUS, 8,2 % des enfants de CM2 et 5,5 % des enfants de 3^e souffrent d'obésité et de surpoids ; En matière de sécurité, le taux d'atteinte**

Clip « Les saigneurs » par Les Colporteurs



<http://terre-mer-pcf.over-blog.com/article-clip-les-saigneurs-par-les-colporteurs-64821470.html>



aux personnes est supérieur de 11 % en ZUS à celui des autres quartiers ; En matière de logements, les livraisons subissent d'importants retards ; Plus généralement, les politiques publiques d'accompagnement social, de redistribution et d'insertion, politiques de droit commun ne sont pas déployées au bénéfice des populations. **Ces seuls éléments inscrits dans le rapport, démontrent l'échec patent des choix politiques de la droite dans ces quartiers mais, plus que cela, elle les met à l'index.**

L'HUMAIN OUBLIÉ : IL Y A URGENCE

Pourtant, ils sont le miroir de notre société. Les quartiers populaires, c'est là où réside le peuple : des salariés et des sans-emplois, des jeunes et des moins jeunes, des étrangers et des français, des personnes diplômées et des personnes sans formation, etc. Certes, c'est là où se concentrent les problèmes sociaux et économiques les plus criants : mal-logement, taux de chômage, bas salaires, manque de transports, manque de moyens à l'école, déficit de démocratie, obstacles à la citoyenneté, mais c'est aussi là où s'expriment des solidarités inédites dans le reste de la société. Or, les choix politiques de la droite favorisent le démantèlement des services publics, en premier lieu celui de l'éducation et de la formation, mais aussi de

santé, de sécurité et de tranquillité publique et, on le sait, en terme de construction de logements sociaux de qualité, etc. En concentrant la plus grande partie des budgets de la politique de la ville pour les programmes de rénovation urbaine, la droite en a oublié l'humain. Force est de constater que ce n'est pas en saupoudrant ici où là quelques crédits que la situation de ces quartiers et des populations qui y vivent changera. Ils méritent d'être placés au cœur de politiques qui renouent avec le progrès social. Cela suppose de rompre avec les logiques condescendantes et stigmatisantes qui conduisent à traiter les populations qui résident dans les ZUS comme des sous-citoyens qui, comme le constate le rapport, ont droit à moins que l'ensemble des citoyens : moins d'effectifs de police, moins d'enseignants, moins de médecins, moins de transports en commun... Bien sûr, les dispositifs existants et les expérimentations locales doivent être évalués avec tous les acteurs, confortés quand ils ont montré leur utilité : en effet, les agents des services publics, les travailleurs sociaux et les associations qui travaillent sur ces territoires doivent être soutenus de manière inégalée et de façon continue. En ce sens, les collectivités locales doivent également être soutenues dans leurs actions auprès des populations alors que l'Etat ne cesse de se désengager. Mais, loin du saupoudrage tel qu'en

apporterait un énième plan "miracle" pour les banlieues, c'est de dépenses publiques massives et d'un retour inégalé des services publics dont ces territoires ont besoin pour redonner les mêmes droits pour tous.

Pour commencer, un **moratoire national** pourrait être décidé pour empêcher toute fermeture de service public dans les ZUS (poste, classe, centre de santé, etc) ainsi que toute suppression d'emploi public (enseignant, éducateur, policier, etc). Cet enjeu de l'égalité en droits pose également la question démocratique. Là encore, il faut en finir avec les tergiversations et les contorsions électoralistes : il y a urgence à **octroyer aux résidents étrangers le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales.**

Mais l'enjeu majeur pour "en finir" avec les maux dont souffrent les ZUS dépasse ces territoires : c'est **l'emploi.**

Tant que le marché du travail, dans notre pays, sera régulé par un taux de chômage massif, les populations des quartiers défavorisés, particulièrement les jeunes, seront maintenus massivement à l'écart de l'emploi, avec les dégâts que l'on connaît. L'enjeu est de taille : la reconquête du droit à l'emploi pour tous, clé de voute de la lutte contre toutes les discriminations et toutes les inégalités. ■

ELIANE ASSASSI

sénatrice, responsable activité du PCF dans les quartiers populaires

LA REVUE DES BULLETINS

Globule Rouge, dernier numéro paru en janvier 2011.



Par **ALAIN VERMEERSCH**

L'UMP est-elle en train de reculer devant les idées du FN, voire de les favoriser ? Selon les sondages, son électorat ne les rejette plus massivement. Qui plus est, une frange du parti et de députés encouragent une alliance avec lui.

Les passerelles UMP-FN

Le congrès du FN des 14,15 et 16 janvier a vu l'élection de Marine Le Pen à la tête du FN.

Avant cela, celle-ci a bénéficié d'une campagne médiatique sans précédent qui a débuté avec son passage à l'émission d'A. Chabot sur *France 2*, le 9 décembre 2010 (3,3 millions de téléspectateurs soit la 4^e meilleure audience d'« *A vous de juger* »). Depuis elle a réussi une OPA spectaculaire sur le débat public. C'est en boucle, dans les journaux, radios et télévisions qu'elle a exprimé ses thèses, ses analyses. Comme l'écrit Médiapart (15/12) « De ce point de vue, les médias ne portent pas la seule responsabilité de cet embrasement de l'extrême droite. L'essentiel est ailleurs et nous ramène une fois encore au pouvoir sarkozyste et au parti majoritaire, l'UMP. Une partie de l'UMP et de ce gouvernement campe sans complexe sur les territoires de l'extrême droite, estimant que le hold-up réussi en 2007 par Nicolas Sarkozy sur les voix du Front national l'autorise à tout. » Hortefeux annonce à la Une du *Figaro* un nouveau plan de lutte contre l'immigration illégale. Des parlementaires UMP dénoncent une magistrature gangrenée par les gauchistes du syndicat de la magistrature. Les députés UMP passent en force contre l'avis du Sénat pour rendre payant l'accès à l'aide médicale d'Etat. Médiapart se demande « Ce sont une partie des actes politiques du gouvernement : un seul pourrait-il être désavoué par Marine Le Pen et le Front national ? Doit-on rappeler le vote récent élargis-

sant les conditions de déchéance de la nationalité française ? La stigmatisation des Roms en tant que communauté ethnique ? Le débat sur l'identité nationale ? Les relents nauséabonds du projet de Maison de l'histoire de France ? »

« L'attitude de l'UMP a décomplexé une partie de son électorat. Ses électeurs ne comprennent pas qu'on nous traite comme un paria alors que Sarkozy vient sur notre terrain. Ces gens rejettent maintenant la diabolisation du FN et veulent briser le cordon sanitaire », reconnaît-elle dans un récent entretien au *Nouveobs.com* (13/12).

LA CHARTE DE LA DROITE POPULAIRE

Elle a effectivement beau jeu de l'affirmer puisque 35 députés UMP ont écrit une charte de la droite populaire. « Nous nous engageons sur les valeurs qui font la France :

1 • Nation, Patriotisme et République. Nous croyons en l'identité de notre Pays et en l'unité de la République. Nous nous opposons, avec force, au communautarisme qui abîme la France et dissout la Nation. Nous défendons les valeurs de la République, tout particulièrement la laïcité contre l'intégrisme religieux.

2 • Liberté d'entreprendre et solidarité nationale. Le collectif de la droite populaire croit en la liberté d'entreprendre, au travail, au mérite et à l'effort.

3 • Ecole de la République et politique familiale. Fondée sur l'autorité, le mérite et le respect, l'école de la République doit permettre à chaque enfant d'apprendre les valeurs morales et civiques ainsi que favoriser l'égalité des chances pour tous.

4 • Sécurité, première des libertés. Ceux qui ne respectent pas les règles de la société et les valeurs de la République

doivent être sanctionnés avec rigueur. Nous rejetons le sentiment d'impunité et le laxisme qui conduisent au désordre dont souffrent les plus faibles.

5 • Saine gestion des finances publiques. Le collectif de la droite populaire croit en la gestion rigoureuse des deniers publics et en l'indispensable réduction de la dette.

6 • Rayonnement de la France et politique internationale. Le collectif de la droite populaire croit en la France indépendante, maîtresse de ses décisions, puissance d'équilibre aux « yeux du monde et en une Europe forte, fondée sur les peuples.

Un observateur peut écrire « Réunis par leur réprobation de l'ouverture à gauche décidée en début de mandat présidentiel et leur ferme intention d'incarner une « droite de conviction », ses membres entendent bien monter au créneau sur le terrain de la sécurité ou de l'immigration et ainsi damer le pion au Front national afin de désamorcer la bombe électorale que compose l'électorat frontiste. « La droite populaire a son utilité : les Luca, Ciotti ou Mariani parlent un langage que comprend notre électorat populaire », estime pour sa part le député Damien Meslot, secrétaire national chargé des fédérations de l'actuelle majorité, cité par *l'Express*. » À la veille du discours de Grenoble du chef de l'État sur la sécurité, le 30 juillet dernier, ces députés UMP, tenants d'une droite « populaire, autoritaire et bonapartiste », selon Jérôme Fourquet, voulaient « revenir aux fondamentaux, aux propositions de campagne de Nicolas Sarkozy ». « Notre électorat est toujours en attente » en matière « d'immigration, de sécurité et de patriotisme », thèmes qui « avaient contribué au succès de la

campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 », expliquait le député UMP du Vaucluse, Thierry Mariani. *Valeurs actuelles* (06/01/2011) prend l'exemple de Franck Gilard, député UMP de l'Eure. « Gilard, membre du collectif La Droite populaire, a ravi la cinquième circonscription de l'Eure à la gauche en 2002. Il le reconnaissait lors des dernières régionales : « Les préoccupations des électeurs du Front national sont les miennes. » « S'il en est un avec lequel Gilard entretient des relations privilégiées, c'est Bruno Le Maire, le ministre de l'Agriculture et nouveau "patron" de la droite en Haute-Normandie. Il est déjà prévu pour ce début d'année 2011 qu'ils s'associent avec Hervé Morin, le président du Nouveau Centre, redevenu lui aussi député de l'Eure. Objectif : la constitution d'un "front commun" départemental pour soutenir les candidats de la majorité aux cantonales de mars prochain.

Jean-Yves Camus écrit dans *le Monde* (22/12) « La nouveauté est que la Droite populaire comprend de nombreux parlementaires. En six mois d'existence, ils ont déjà eu des motifs de satisfaction : le discours de Grenoble, la fin de l'ouverture, la préférence donnée à François Fillon plutôt qu'à Jean-Louis Borloo pour Matignon, la volonté de Jean-François Copé de rouvrir le débat sur l'identité nationale... La question est de savoir si une frange de la droite ne va pas être tentée de basculer vers une conception plus ethnique de la citoyenneté, en définissant des catégories non susceptibles de s'intégrer à la nation française... Il y a une vraie possibilité après 2012, si la droite est défaite. Il sera alors reproché à Nicolas Sarkozy de ne pas avoir poussé la logique de la droitisation assez loin, et la question des alliances avec le Front national sera reposée. »

Favilla relève sous le titre « Quand la droite fait de la politique » (*Les Echos* 3/01/2011) « Sous le nom de « droite populaire », une partie des élus de l'UMP s'est constituée en bataillon pour soutenir l'identité française, la répression de la délinquance, le contrôle strict de l'immigration, la tenue en lisière de l'islam, l'ordre et la sécurité. Ce mouvement de différenciation des tendances s'est accusé du fait du récent remaniement ministériel, qui a remis sur le marché politique quelques ministres centristes. Lesquels

se sont découverts une sensibilité en contraste avec le renouveau corporatif RPR géré par Jean-François Copé. Beaucoup pensent, avec quelque raison, que l'omniprésidence sarkozyenne exercée jusqu'ici avait fini par étouffer les élus. En recherchant ainsi un bol d'air, ils sortent en même temps de l'indifférenciation politique qui pouvait les handicaper dans leurs campagnes locales personnelles. D'autres croient distinguer déjà les germes d'un éclatement. C'est oublier l'aptitude de la droite à s'unir derrière un candidat, aux fins ultimes de conserver le pouvoir. Au reste, le candidat Sarkozy pourrait y trouver l'opportunité de se présenter en rassembleur de ces nouvelles tendances, cette fois visibles, au contraire de sa première conception d'une UMP coagulée en masse. »

FAIRE IMPLOSER LA DROITE

J-M. Le Pen espère (*Le Parisien* 16/01/2011) « Si le candidat de l'UMP est battu à la présidentielle, il est certain que ce parti aura vécu et il est possible qu'un mouvement national naisse de ces décombres. » Il n'y a pas d'alliance possible avec l'UMP », répète Marine Le Pen quand on l'interroge. Elle mise sur des débauchages individuels : « S'ils veulent nous rejoindre, ils sont bien venus. » Ou sur un découpage du parti de Nicolas Sarkozy. Mme Le Pen compte sur « un changement de l'image du FN dans l'électorat de droite. Le cordon sanitaire existe chez les élites, l'hyperclasse, mais pas à la base. Avec la dynamique présidentielle, tout peut arriver. L'UMP est restée sur un schéma d'il y a vingt-cinq ans. Ils n'ont pas compris que cela avait changé ». « Il faut qu'on maintienne la pression pour faire implorer la droite. (*le Monde* 09/11/2010).

SONDAGES ÉLECTORAUX

Notons une série de récents sondages sur Marine Le Pen et le Front National. Une étude Viavoice pour *Libération* (10/01) avance notamment un important potentiel électoral, une crédibilité présidentielle et une persistance de l'image « raciste » auprès des Français. Un sondage Obea-InfraForces pour *20 minutes* affirme en revanche que pour "76 % des Français, Marine Le Pen ne sera jamais présidente de la République". Dans un sondage CSA pour *Marianne* (14/01), Marine Le Pen figure pourtant

en 3^e place en situation de présidentielle aujourd'hui. Avec 18% des suffrages des personnes sondées contre 30 % à Dominique Strauss-Kahn et 25 % à Nicolas Sarkozy. Et parmi ses traits de caractère, 74 % des sondés considèrent qu'elle est d'abord d'extrême droite, courageuse (71 %), raciste (59 %) et moderne (47 %). Quant au dernier baromètre d'image du FN de TNS-Sofres, pour *Le Monde*, *Canal Plus* et *France Inter*, en voici les grands traits : valeurs françaises pas assez défendues 69 % (+4), justice pas assez sévère avec les petits délinquants 63 % (+3), trop d'immigrés en France 50 % (+6), trop de droits accordés à l'Islam 49 % (+6), donner plus de pouvoir à la police 49 % (+8), on ne se sent plus vraiment chez soi 42 % (+6). Le dernier en date de BVA (18/01/2011) montre que ce soit dans une hypothèse d'intention de vote avec DSK ou avec Aubry, la nouvelle présidente du Front National réaliserait 17% des voix. C'est mieux que le score obtenu par son père à la Présidentielle de 2002. ■

SOURCES :

- La genèse du discours identitaire sur l'Islam, Nicolas Lebourg, droites-extremes.blog.lemonde.fr
- Olivier Dard, www.lemonde.fr/.../un-discours-radicalement-antiliberal
- Jean-Yves Camus, www.lemonde.fr/idees/.../de-l-immigration-a-l-identite
- Pascal Perrineau, www.lemonde.fr/.../droite-et-extreme-droite-les-liasons-dangereuses
- Michel Winock, www.lemonde.fr/.../l-un-des-grands-dangers-est-l-alliance-fn-droite
- Jürgen Habermas, www.lemonde.fr/.../l-europe-malade-de-la-xenophobie
- Les extrêmes droites européennes à l'offensive, *Dossier du Monde Diplomatique*, janvier 2011
- Pierre Laurent, La gauche doit porter un projet populaire pour contrer le danger populiste, *Libération* 18/01/2011 www.liberation.fr/politiques/
- Jacques Rancière, www.liberation.fr/politiques/01012311198-non-le-peuple-n-est-pas-une-masse-brutale-et-ignorante
- Jean-Yves Camus, Le FN projette de récupérer des électeurs de droite et de gauche, *L'Humanité*, 12/01/2011

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

STÉPHANE HESSEL

Indignez-vous ! Indigène éditions, 2010.

Par ADRIEN TIBERTI

Stéphane Hessel est un homme courageux. Il l'a prouvé comme résistant et déporté. Il le prouve encore aujourd'hui dans cet ouvrage. En effet, défendre le peuple palestinien comme il le fait et dénoncer la politique criminelle du gouvernement israélien est courageux. Il n'est qu'à voir le flot de haine qui s'est déversé sur lui, venu non seulement des thuriféraires habituels de la politique de l'État d'Israël mais aussi de tous ceux qui ne supportent pas qu'un homme aussi consensuel puisse être un peu subversif.

L'argument du livre est pourtant bien plus large puisqu'il porte sur l'indignation. « Sentiment de colère et de révolte suscité par tout ce qui peut provoquer la réprobation et porter plus ou moins atteinte à la dignité de l'homme », dit le dictionnaire. Ce sentiment est un puissant moteur pour l'action **et nous suivons largement Stéphane Hessel quand il appelle le plus grand nombre à s'indigner.** Cependant, en lisant avec précision ce qu'il nous dit, des interrogations apparaissent. On ne peut que rester dubitatif devant la référence à Hegel et à une conception idéaliste de l'histoire, qui ignore les avancées marxistes au point de ne pas même juger utile de les discuter.

En outre, Stéphane Hessel trouve le moyen, dans une même phrase, d'associer Staline, totalitarisme et communisme. Voilà une méchanceté qui surprend : combien de temps encore des gens intelligents associeront le communisme à un totalitarisme ? Une phrase sonne alors comme une clé de compréhension : « il fallait garder une oreille ouverte vers le communisme pour contrebalancer le capitalisme américain ». **Ce moyen terme entre capitalisme et communisme que défend S. Hessel a un nom, c'est la social-démocratie.** Or, on peut estimer que la disparition de l'Union soviétique et des pays du « socialisme réel » d'un côté et la crise systémique du capitalisme de l'autre invalident la position social-démocrate et donnent tout son sens au communisme.

Enfin Stéphane Hessel reste très évasif sur les causes qui créent nos motifs d'indignation. Ainsi il se demande : « Qui commande, qui décide ? » et ne répond pas. Le capitalisme existe donc mais pas les capitalistes. Plus profondément si on ne tente même pas de répondre à cette question, la politique n'existe pas puisque les choix que nous subissons

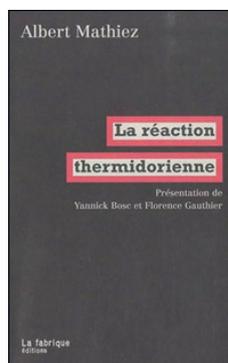
sont pris par des ombres inconnues. Stéphane Hessel pense « dépasser les conflits par une compréhension mutuelle et une patience vigilante ». Les communistes veulent aussi « dépasser les conflits » et c'est pour cela qu'ils veulent dépasser les rapports de productions tels qu'ils existent. Compréhension et patience semblent un peu courtes en tout cas.

Il est important, pour conclure, de souligner que cet ouvrage a été tiré à plus de 950000 exemplaires à ce jour. Cela invite à mener tranquillement le débat sur les contradictions de la social-démocratie au sens large. Si nous voulons « changer le rapport de force à gauche », il faudra faire ce travail de conviction sur l'urgence d'un dépassement du capitalisme et de politiques transformatrices immédiates. Peut-être que ce travail passe par notre capacité à écrire en quinze pages et pour trois euros un livre qui pourrait s'intituler : « Ce que veulent les communistes »... ■

ALBERT MATHIEZ

La réaction thermidorienne, introduction de Yannick Bosc et Florence Gauthier, La Fabrique éditions, 2010.

Par LOUIS GABRIEL



« Ainsi se lève sur notre histoire le spectre rouge dont l'évocation arrêta tant de fois la marche au progrès ». Les quinze mois qui vont de la chute de Robespierre à la mise en place du Directoire et qu'Albert Mathiez a baptisés « réaction thermidorienne » constituent le premier moment de recul dans la longue histoire de la Révolution Française. Les mêmes députés qui depuis 1792

avaient fait le pouvoir du Comité de Salut de Public et de Robespierre, le défont quelques mois plus tard et reviennent sur les mesures les plus progressistes de leur mandat. Albert Mathiez raconte le jeu parlementaire complexe qui permet de marginaliser et d'éliminer ceux qui refusent ces reculs, la terreur blanche, l'échec des émeutes populaires de la période, le rôle croissant de l'opinion publique et son instrumentalisation. *La Réaction thermidorienne*, dont la première édition a été publiée en 1928, garde donc tout son intérêt aujourd'hui. C'est aussi l'occasion pour le lecteur de découvrir l'une des plus grandes figures d'historien français de la Révolution, puisque Mathiez fonda la *Société des Études Robespierriennes* que présidèrent après lui Georges Lefebvre et Albert Soboul.

La Révolution est loin d'être terminée ! Aujourd'hui encore, le débat sur la Révolution française continue à faire rage. Les historiens et les commentateurs les plus

réactionnaires regrettent le bon roi et l'élégante Marie-Antoinette. Une droite plus moderne, dont le champion a été François Furet, dénonce les « dérapages » d'une Révolution qui serait la matrice des « totalitarismes ». L'ouvrage de Mathiez est d'autant plus utile dans ce contexte qu'il fait pièce au *Comment sortir de la Terreur* de Bronislaw Baczko (1989) qui entreprend de revaloriser la période thermidorienne en en faisant le moment moderne de la sortie des « illusions » révolutionnaires. Yannick Bosc et Florence Gauthier, à l'origine de la réédition de 2010, présentent ces enjeux dans leur introduction mais renvoient étrangement dos à dos François Furet et les historiens marxistes. À les lire, ce qui fait la valeur de Mathiez, c'est avant tout son conflit avec le PCF, dont il a été membre de 1920 à 1922, et sa critique du stalinisme naissant. N'est-il pas enfin temps, vingt ans après la chute du mur, de parler de la Révolution française sans être obligé de se positionner par rapport à la Révolution russe ?

Pour compléter cette lecture stimulante, on pourra consulter l'excellent *Violence et Révolution* de Jean-Clément Martin (Seuil, 2006) et bien sûr les ouvrages de nos camarades Michel Vovelle (par exemple son manuel *La Révolution française. 1789-1799*, 2003) et Claude Mazauric (en particulier, *L'histoire de la Révolution française et la pensée marxiste*, 2009). ■

OLIVIER BEAUD, ALAIN CAILLÉ, PIERRE ENCRENAZ, MARCEL GAUCHET, FRANÇOIS VATIN

***Refonder l'université. Pourquoi l'enseignement supérieur reste à reconstruire*, Paris, La Découverte, 2010.**

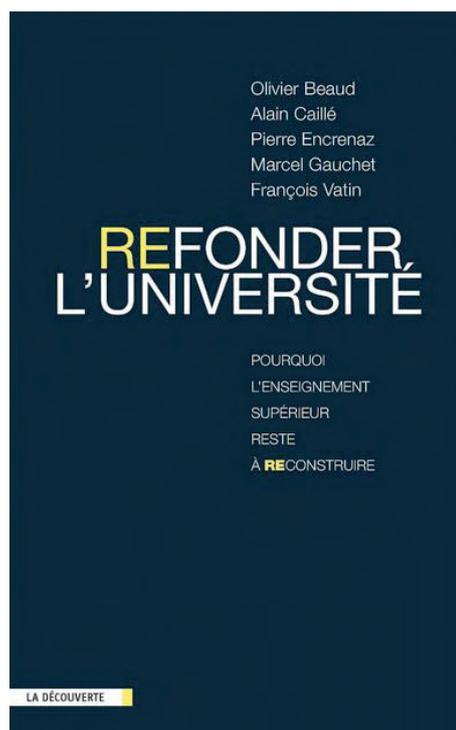
Par **STÉPHANIE LONCLE**

Ce livre est une nouvelle contribution de ceux qui se nomment « le groupe informel des Refondateurs de l'université », après l'article paru dans *Le Monde* du 14 mai 2009, soit juste après la fin du mouvement des enseignants-chercheurs. Il a pour principal mérite d'intervenir publiquement sur la question de l'université un peu plus d'un an après la mise en œuvre de la loi Pécresse, c'est-à-dire au moment où les enseignants-chercheurs font leur première véritable rentrée dans des universités dites autonomes.

Il contient un exposé précis des différentes contre-réformes que les enseignants-chercheurs ont subies depuis la fin des années 1970, en particulier à partir de la signature du protocole de Lisbonne par le gouvernement de la gauche plurielle et de la mise en place du LMD jusqu'aux réformes de ces dernières années. Les auteurs, tous enseignants-chercheurs, font un bilan sans concession des conséquences négatives de ces politiques sur leur travail et sur l'université. Ils tentent aussi d'élaborer des propositions pour sortir de cette situation. Cependant, l'absence de réflexion, propre-

ment politique sur la cohérence de ces réformes affaiblit la démarche. Par-delà la sympathie pour un positionnement « de gauche » sur telle ou telle mesure, le lecteur constate que le fond même de la réflexion est empreint d'un libéralisme dont les auteurs semblent incapables de se départir.

En effet, qu'est-ce qui agit selon les auteurs de ce livre ? D'une part, des individus (enfants, parents, ministres) prennent des décisions rationnelles dans un environnement à risque où ils sont tantôt « motivés », tantôt « aveuglés ». D'autre part, à l'échelle non individuelle, c'est la loi de l'offre et de la demande qui régule les activités sociales (voir notamment le passage sur la sélection à l'université interprétée en termes d'offre et de demande). L'action politique de la classe capitaliste pour promouvoir une politique de l'enseignement supérieur et de la recherche qui s'inscrive dans le cadre de la défense de ses intérêts est occultée. Du même coup, la possibilité d'une action collective pour construire une autre politique universitaire répondant à d'autres critères devient elle aussi difficile à concevoir. Si le rôle social des enseignants-chercheurs est de formuler et diffuser de la pensée, on comprend que ces derniers ont en partie contribué à la promotion d'une idéologie libérale, qui a pour caractéristique de désarmer la société contre le capitalisme et dont ils payent eux-mêmes les conséquences. La voie vers une lutte politique efficace susceptible de dépasser le capitalisme passe donc par un effort collectif non seulement pour constater les dégâts manifestes mais pour en penser les causes en s'interrogeant sur ce qui agit. ■



Par THOMAS MAURICE*

Révolution et République : Les deu

« ... le ciel étoilé au-dessus de moi et la loi morale en moi. »

Emmanuel Kant, Conclusion de la *Critique de la Raison pratique*

* Thomas Maurice est étudiant en philosophie à l'université Panthéon-Sorbonne Paris I. Il s'inscrit dans la tradition phénoménologique.

tion, tandis que les peuples réels sont condamnés à la misère culturelle, démocratique et sociale et que la catastrophe écologique n'en est plus à s'annoncer. La simple énumération ne fait pourtant pas comprendre le processus révolutionnaire : comment il apparaît, comment il s'accomplit, comment surtout il se maintient ou se pervertit. Le facteur subjectif est ici absolument décisif.

Dès lors, et s'il faut prendre au sérieux le concept gramscien de bloc historique – totalité dialectique, et donc toujours provisoire et inachevée, des infrastructures (rapports sociaux de production qui constituent la base réelle de toute société) et des superstructures (institutions culturelles, juridiques, politiques qui expriment la façon dont les acteurs du système de production se représentent les rapports sociaux) –, il est urgent de reprendre à nouveaux frais la question des conditions subjectives des processus révolutionnaires. **La révolution, du moins dans son sens marxien, n'est pas qu'un simple transfert de propriété des moyens de production. Elle est aussi procès d'émancipation qui démystifie les évidences passées, qui brise le conditionnement imposé par l'ancien système, qui fait émerger un nouveau bloc historique.**

La lutte idéologique est en cela absolument déterminante. C'est la révolution par les âmes, non par les seules armes,

qui fait naître un monde nouveau. Voilà pourquoi nous devons impérativement comprendre comment ces conditions objectives se muent en forces subjectives, par quels processus ces potentialités deviennent des réalités, lorsque les individus vivants s'en emparent, consciemment, et en élaborent le sens, collectivement. Un mouvement de l'Histoire n'a pas d'autre lieu que la vie des hommes qui l'accomplissent et s'y projettent.

Et un moment révolutionnaire n'est pas plus un mécanisme historique, aveugle et anonyme, dont les rouages plus ou moins bien huilés s'acquitteraient du grand barattage des masses, qu'une révélation miraculeuse qui, tel un rayon de Soleil intelligible, ferait éclore une simple pensée de révolte dans la conscience des individus. Non, **le moment révolutionnaire transcende, au contraire, les partitions habituelles de l'individuel et du collectif, de l'instant et de la durée, de l'idéal et du concret.** Il est cette expérience humaine, cette épreuve de ce qu'il y a d'immensément humain en nous et qui nous dépasse – non pas au sens de ce qui se passe *de* nous, mais bien de ce qui passe *par* nous, sans que nous en soyons pour autant le terme ultime.

Ce moment singulier est un moment de sublime politique, pour reprendre une expression de M. Richir¹. **Sublime qui, pour se maintenir comme tel, doit impérativement conjuguer la ferveur**

Il est des périodes historiques qui imposent des nécessités. La nôtre est de ne pas se laisser aller à ce que Gramsci dénonçait comme le fétichisme de l'objectivité. **Les conditions objectives peuvent bien être réunies pour susciter un mouvement révolutionnaire, elles ne sont cependant jamais suffisantes seules pour le porter à maturité.** Certes, le capitalisme est entré dans la crise la plus grave de son histoire, achevant de rendre le capital aussi prédateur qu'irréel à ce stade de développement caractérisé par la mondialisation et la financiarisa-

1) Nous voudrions ici nous acquitter d'une dette envers le livre de M. Richir, *Du sublime en politique* (Paris, Payot, 1991). Les idées qui sont développées ici ont été, en partie, inspirées par cet ouvrage, d'une lecture soutenue, aux analyses parfois discutables, mais toujours passionnantes. Nous nous appuyons notamment sur le point de départ de cette étude, qui consiste en la reprise et la relecture des pages que Michelet consacre, dans son *Histoire de la Révolution française*, aux fêtes de la Fédération, apparues spontanément un peu partout sur le territoire, entre l'été 1789 et l'été 1790, juste après la " Grande peur ". Richir voit dans la description de ces fêtes, qui frôle parfois l'onirisme, l'indice d'un sentiment de sublime politique qui a saisi le peuple de France en cette période révolutionnaire.

Les visages du Sublime en politique

révolutionnaire à la vertu républicaine, sans lesquelles on sombre dans la simple fureur révolutionnaire qu'est la Terreur ou la tartufferie républicaine qu'est le Thermidorisme. Chez Kant, le sublime est le sentiment esthétique suscité par le spectacle de la Nature dans ce qu'elle a d'absolument grand (l'immensité étoilée) ou d'infiniment puissant (une éruption volcanique). Les pouvoirs de notre imagination sont désemparés et humiliés devant ce qui ne peut être mis en forme, face à ce qui semble monstrueux, titanesque, illimité.

Seule la Raison nous sauve du vertige, en nous raccrochant à ce qui semble dépasser même les plus terrifiantes forces cosmiques : la Loi morale en l'homme, qui est commandement de la Liberté. C'est cette force incommensurable de l'être humain qui peut lui faire supporter le spectacle de la Nature déchaînée ou infinie, et ainsi accéder au sublime. Cependant, ce sentiment du sublime ne peut survenir que si l'on se trouve à l'abri et à distance. Être au beau milieu d'une terrible tempête ne ferait que déclencher une peur bien réelle pour le corps physique. Mais laisser son regard s'abandonner aux immensités de la nuit et pressentir le fracas inimaginable de collisions galactiques éveille au sublime, en nous donnant le sentiment que nous pouvons nous élever à l'univers et soutenir son regard.

Disons-le d'un mot. **Le sublime politique est suscité non par le spectacle de la Nature, mais par l'expérience de la Liberté. Non pas liberté abstraite et idéale, comme dans le sublime kantien, mais bel et bien liberté concrète et réelle.** Il n'y a qu'à lire les très belles pages que Michelet consacre aux Fêtes de la Fédération dans son Histoire de la Révolution française, ou à relever les témoignages concernant l'enthousiasme, la joie révolutionnaire qui prend les foules et les personnes dans ces moments de bouleversement historique. Ce sont les corps qui se désaliènent, qui se délivrent et se retrouvent, qui redécouvrent les horizons de leur monde avec des yeux neufs. L'espace est redevenu vierge, en même temps que le consentement à l'ordre établi

s'est évanoui. La grille des repères anciens, jetée comme un filet sur les lieux et les choses, qui assignait à chacun une place et des déterminations, une classe et une destination, toutes ces évidences entachées du sceau de la servitude sont rendues inopérantes.

La liberté, ressentie comme à l'état sauvage, dans une fraîcheur native, bouleverse les soirs et les matins. **Le sublime révolutionnaire se vit comme une grande et immortelle journée.**

Si cette liberté est vécue dans les veines et le regard, si elle frappe aux tempes comme un océan intérieur déchaîné, c'est bien parce qu'elle apparaît en ces instants comme une force naturelle, parce qu'elle manifeste ce qu'il y a d'immensément humain en nous, jusqu'au sublime. Cette force, cette liberté concrète, c'est la force de travail, au sens que Marx lui donne, soit cette relation dialectique entre la Nature et l'Homme qui fait qu'en la transformant, nous nous transformons en retour. Elle est liberté concrète, parce qu'elle est puissance de production infinie, par laquelle l'être humain s'invente en se découvrant. La ressentir, c'est être soudain transi par l'évidence originare que nous sommes producteurs de monde. On se parle, on s'organise, on invente, on travaille à faire émerger ce monde naissant.

Et si le travail est bien capacité à faire naître un monde humain, c'est qu'en toute rigueur, il doit être compris en son sens premier, comme le labeur de la naissance, lorsque les ultimes soubresauts d'agonie de l'ordre ancien se mêlent aux premières contractions de la liberté. La force de travail, c'est la capacité humaine à accoucher d'un monde – un monde commun, une naissance collective.

C'est bien cela la dimension républicaine du sublime politique. Le versant révolutionnaire déchaînait la liberté. La face républicaine instaure l'égalité et la fraternité.

Les paysages et les vies, en s'affranchissant des anciens rapports de propriété, des vieilles hiérarchies, des captivités séculaires, ouvrent un horizon indéfini de liberté qui fait accéder au collectif. L'individu n'est plus sanglé aux déterminités que sa position commu-

nautaire et catégorielle lui assignait et il peut ainsi accéder à un social non asservi. Le lieu de cette rencontre, avec les autres, avec le monde, c'est cet horizon commun, qui forme les premiers linéaments de la *Chose Publique*. C'est ce qui fait que l'on n'est pas écrasé par le débordement de la liberté retrouvée, que l'on se s'abîme pas dans l'ivresse d'une toute puissance illusoire. Le sentiment révolutionnaire est républicain dès ses premiers feux, car, en ayant neutralisé mes anciennes identifications sociales, il a, par la même occasion, transcendé mes intérêts particuliers. La révolution n'est pas rage personnelle ou frénésie individuelle : elle est élaboration et mise en œuvre de l'intérêt général. Chacun a désormais en partage la même responsabilité pour ce monde et c'est ce qui me rend absolument égal à chacun de mes frères humains. La République en gésine est ce qui vient accomplir la Révolution et la porter au Sublime.

Toute la question, bien sûr, est de savoir comment faire perdurer cet instant de sublime. Par quels moyens ne pas réduire ce sentiment révolutionnaire à une unique étincelle dans l'histoire d'un peuple, mais, au contraire, lui permettre d'alimenter continûment le foyer républicain ? Bien sûr, le rite institutionnel de l'isoloir, tout comme les manifestations populaires, constituent des modes majeurs de réitération de l'instant sublime, au cours duquel l'individu privé dépasse ses intérêts particuliers en vue de l'intérêt général. Si l'enjeu crucial, aujourd'hui, est bien d'inventer des révolutions sans Terreur – ni renoncement –, il est de notre devoir de tenir tous les outils républicains en état de marche pour qu'ils puissent faire vivre le processus révolutionnaire au cœur de la vie économique, sociale et citoyenne. En cela, la Révolution doit aller jusqu'au bout d'elle-même, si elle souhaite se faire républicaine, et la République doit être totale, si elle veut demeurer révolutionnaire. **Gageons que Révolution citoyenne et République sociale sauront advenir comme les deux visages de ce siècle nouveau-né, afin qu'il puisse tenir ses promesses de sublime et triompher comme un grand Valmy. ■**

PAR BRUNO CHAUDRET*

« La recherche a besoin



36

***BRUNO CHAUDRET** est directeur de recherche au CNRS, membre de l'Académie des Sciences et lauréat du prix Pierre Sue 2010. Il est spécialiste de chimie organo-métallique, notamment des interactions entre l'hydrogène et les métaux de transition. Il a mis au point une méthode originale de synthèse de nanoparticules de métaux ou d'oxydes et a développé leurs applications dans des domaines aussi variés que la catalyse, le magnétisme ou la microélectronique.

● **Jean-Marie Doussin : Alors que les réformes Péresse proclamaient l'exigence d'excellence pour les universités, comment comprendre la réduction observée des effectifs ?**

Bruno Chaudret : La situation actuelle est caractérisée par une agression inouïe contre tout notre système de recherche sous couvert « d'excellence » et par un désengagement de l'Etat sous couvert de « priorité à la recherche ». Les « nouvelles structures » fleurissent et celles issues du grand emprunt peuvent détruire notre système et conduire à une situation extrêmement grave.

Le mot « excellence » est mis en avant dans tous les projets actuels concernant l'université. Je veux détailler ci-dessous l'attaque que nous subissons sous couvert de « grand emprunt ». Le grand emprunt veut créer des universités de taille mondiale, aptes à rivaliser avec les universités américaines. C'est le sens des « initiatives d'excellence (IDEX) » qui sont le regroupement des différents outils du grand emprunt : équipements d'excellence (EQUIPEX), laboratoires d'excellence (LABEX), instituts de recherche technologique (IRT), instituts hospitalo-universitaires (IHU), différentes initiatives aux thématiques ciblées, etc. ...

Notons tout d'abord que certains de ces appels d'offre sont curieux :

- Les LABEX : Les laboratoires existent, ce sont pour la plupart des « unités mixtes » qui regroupent le CNRS, l'université, des écoles d'ingénieur, ... Ces laboratoires sont évalués et leur périmètre peut changer au cours du temps. Le principe des LABEX est de prendre les meilleurs éléments de différents laboratoires pour les faire travailler ensemble. Le Conseil Scientifique du CNRS a rappelé dès sa première réunion la dangerosité d'une telle démarche qui peut conduire à déstructurer complètement la recherche française. D'autre part, cette démarche se fonde sur l'idée que mettre en concurrence les individus les plus « excellents » conduira nécessairement à augmenter la qualité de la recherche française. C'est totalement méconnaître la nature de l'activité de recherche qui, à quelques exceptions près, se fonde sur la coopération et a besoin de métiers différents : chercheurs de différentes disciplines, ingénieurs et techniciens, personnels de soutien administratif etc....

- Les EQUIPEX : L'activité de recherche nécessite des équipements toujours plus pointus et coûteux. C'était en partie le rôle du CNRS à travers ses plans

de temps et de liberté »

d'investissement pour les équipements de taille moyenne (« mi-lourds ») et le soutien aux très grands équipements (« TGIR »). Le CNRS a de plus en plus de mal à soutenir ces investissements. Plutôt qu'un plan national de soutien aux investissements, on a privilégié une compétition dont l'avenir dira si elle est bien « libre et non faussée » mais qui ne permettra pas la nécessaire mise à niveau du parc instrumental français.

• Les IDEX : Cette structure doit coiffer tous les projets « d'excellence ». Elle doit définir ce qui rentre dans un « périmètre d'excellence » et ce qui en est exclu. Ces IDEX ont été construits selon les cas sans concertation, ou avec une concertation très réduite avec la communauté scientifique. Ils n'ont aucune instance de contrôle démocratique (conseils, ...), marginalisent le CNRS et dans certains cas même les universités. Outre le fait que cette « excellence » est bien souvent autoproclamée, cette structure pilotée par quelques individus (« board of trustees » dans le texte !) ressemble à un regroupement d'individus qui cherchent à se partager le gâteau.

La question centrale est cependant : quel gâteau ? Sans rentrer dans les détails de cet appel d'offre hallucinant, seulement une petite partie des sommes sera « consommable », le reste étant placé. Dans ces conditions, il est clair que le gouvernement privilégie des projets spectaculaires (plateau de Saclay) mais qui n'auront qu'un effet d'entraînement très limité sur la recherche française au détriment de l'emploi scientifique. De plus, ces structures favoriseront le recrutement de précaires dans toutes les catégories de personnel.

En résumé, dans cette compétition qui a vu se mobiliser la communauté scientifique pendant plusieurs mois, seuls quelques projets verront réellement le jour. C'est un gâchis énorme qui ne sera pas sans impact sur la productivité de la recherche française.

● **J.-M. D. : N'y a t'il pas au fond un risque d'éclatement pur et simple du CNRS et d'une vision nationale pluridisciplinaire de la science française ?**

B. C. : On l'a vu, le CNRS dans les opéra-

tions actuelles est marginalisé. Le CNRS acteur essentiel et admiré à l'étranger, de notre système de recherche est totalement desservi de sa politique scientifique. Il est soumis à des attaques constantes pour le dépouiller d'une partie de son potentiel notamment dans le domaine des sciences de la vie et des sciences de l'homme et de la société. Le conseil scientifique du CNRS a réfléchi aux problèmes d'interdisciplinarité. A cette occasion, les collègues étrangers ont souligné l'importance d'avoir un institut comme le CNRS qui regroupe tous les domaines de recherche pour favoriser l'interdisciplinarité qui est un enjeu des plus importants à l'heure actuelle dans le développement des sciences. Il est donc essentiel de défendre l'intégrité et le rôle du CNRS dans la recherche française.

● **J.-M. D. : Peut-on encore penser aujourd'hui la recherche comme un service public ? Peut-on l'appréhender dans une vision de court terme ? L'histoire des sciences n'infirme t'elle pas ce postulat ?**

B. C. : Ces questions peuvent être traitées simultanément.

Je ne suis pas sûr que la recherche soit un service public au même titre que les transports ou l'électricité et je ne suis pas sûr qu'elle l'ait jamais été. La recherche n'est pas un service du public, du moins pas au départ. Elle a sa dynamique propre. Je ne reprendrai pas l'image de la bougie et de l'électricité mais le public a toujours tendance à vouloir que l'on améliore la bougie alors que c'est en faisant des expériences bizarres et inutiles que l'on découvre l'électricité. La recherche a besoin de temps et de liberté. Elle a besoin de collaborations et de controverses. On ne peut pas prévoir la découverte majeure. La limiter à une compétition entre les « meilleurs » est suicidaire. Ceci dit, la recherche a un rôle important dans la société :

- elle produit des connaissances qui peuvent profiter au grand public.

- elle peut se pencher sur de grands problèmes sociétaux

- elle peut collaborer avec l'industrie dans un partenariat équilibré. Ceci est remis en cause par de grands groupes qui ferment des centres de recherche pour externaliser leur recherche vers le CNRS. Cette collaboration ne peut évi-

demment fonctionner que si l'on croit à un avenir industriel pour la France.

● **J.-M. D. : Mais alors, quels seraient d'après vous les termes d'une réelle politique nationale de soutien, financier et structurel, de la recherche ?**

B. C. : On ne peut pas répondre à une telle question en trois lignes. Ceci dit je reprendrai quelques principes. Il faut :

• du temps donc des postes de titulaires de la fonction publique, pour tous les métiers de la recherche. A ce sujet, il est remarquable que le CNRS procède dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) à un audit des « fonctions support » (administration, gestion, communication, ...) avant de s'intéresser aux « fonctions soutien » (personnel technique, ...), ce qui pourrait bien traduire une tentative d'externalisation de ces fonctions si nous ne prenons pas garde.

• des crédits permettant de prendre des risques et donc un véritable contrat entre laboratoires et instances de tutelle qui fournisse les moyens de fonctionner et de développer une recherche autonome. A ce sujet, si je suis contre le tout appel d'offre, je ne suis pas contre une proportion raisonnable d'appels d'offre qui permette aux jeunes chercheurs de développer des idées originales ou de mettre en réseau sur une thématique particulière des laboratoires.

• des équipements au niveau international donc la mise en place selon les disciplines de plateformes.

En ce qui concerne les structures, il y en a beaucoup trop. Il faudrait revenir à un peu de simplicité : les organismes (CNRS, INSERM, ..) et les universités.

● **J.-M. D. : La Gauche, dans ses actes et ses propositions, est-elle au niveau des enjeux et des exigences posées ?**

B. C. : Encore une question intraitable en trois lignes et je ne suis pas là pour juger de la Gauche.

J'attends personnellement de la gauche qu'elle s'engage à :

• arrêter Labex et IDEX.

• transformer les Equipex en un plan national d'équipement scientifique.

• mettre en place une concertation démocratique pour remettre de l'ordre dans les structures et redonner aux organismes leur place. ■

Propos recueillis le 29 janvier 2011

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



Patrice Bessac
Responsable national du Projet
projet@pcf.fr



Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation
recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr



Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr



Hervé Bramy
Ecologie
hbramycg93@wanadoo.fr



Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr



Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com



Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr



Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr



Yves Dimicoli
Economie Finances
ydimicoli@pcf.fr



Jacques Fath
Relations internationales,
paix et désarmement
jfath@pcf.fr



Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur
et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr



Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr



Fabienne Haloui
Lutte contre racisme,
antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr



Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr



Valérie Goncalves
Energie
val.goncalves@free.fr



Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr



Danièle Lebaïl
Services Publics et solidarités
d.lebaïlcoquet@wanadoo.fr



Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr



Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr



Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr



Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com



Richard Sanchez
LGBT
rsanche@pcf.fr



Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org



Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr



Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
m.dagorn@assistants.senateurs.fr



Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr



Jérôme Relinger
Révolution numérique
et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *Communistes*
du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Patrice Bessac
Responsable
de la Revue



Cécile Jacquet
Secrétaire
générale



Jean-Marie Doussin
Collaborateur



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



Gérard Streiff
Combat d'idées



Marine Roussillon
Pages critiques



Alain Vermeersch
Revue de livres



Nicolas Dutent
Communisme
en question



Frédo Coyère
Maquette et
graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz
Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli
Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.